

***PROJECT DE RAPPORT SUR LE STATUS DE L'EDUCATION
ET LA COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE***

EN REPUBLIQUE D'HAITI

Août 14, 1999

***GreenCOM-USAID, Haïti
Port-au-Prince, Haïti***



Préparé par : Dr. Albert Ndayitwayeko, Consultant de GreenCOM

et

***Mr. Ron Savage, Spécialiste des Questions Environnementales
Corps de la Paix, Washington, D.C.***

TABLE DES MATIERES

Remerciements-----3

Acronymes-----4

Sommaire-----5

CHAPITRE I. INTRODUCTION ET CONTEXTE-----8

CHAPITRE II. ETAT ACTUEL DE L'EDUCATION ET LA
COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE ET LA PARTICIPATION
INSTITUTIONNELLE: UNE EVALUATION-----13

II. 1. Elaboration et Diffusion des Programmes d'Education et de Communication
Environnementale: La Part des Institutions et des Organisations-----13

II. 2. Education et Communication Environnementale Formelle-----25

II. 3. Education et Communication Environnementale Non-Formelle-----27

II. 4. Education et Communication Environnementale Informelle-----29

II. 5. Relation Ecole-Communautés pour l'Education et la Communication
Environnemental-----30

II. 6. Les Ressources et le Matériel nécessaires pour l'Education et la Communication
Environnementale-----30

CHAPITRE III. RECOMMANDATIONS SUR LE ROLE DES INSTITUTIONS ET DES
ORGANISATIONS DANS L'ELABORATION ET LA DIFFUSION DES
PROGRAMMES D'EDUCATION ET DE COMMUNICATION
ENVIRONNEMENTALE EN HAITI-----31

III.1. Généralités-----31

III. 2. Agro-foresterie-----33

III. 3. Petites et Moyennes Entreprises-----34

III. 4. Education et Communication Environnementale Formelle-----34

III. 5. Education et Communication Environnementale Non-Formelle-----35

III. 6. Education et Communication Environnementale Informelle-----35

III. 7. Formation-----37

III. 8. Conclusion-----37

BIBLIOGRAPHIE-----39

ANNEXE 1: Liste des Personnes Rencontrées-----42

ANNEXE 2: Termes de Référence-----47

ANNEXE 3: Echantillon du Questionnaire Utilisé-----52

REMERCIEMENTS

Nos remerciements s'adressent particulièrement à Madame Francine Marshall Rodd, Directrice du Corps de la Paix-Haïti pour son accueil très chaleureux et sa contribution à la réussite de notre travail. Nos remerciements vont également à Madame Mary Hogan, Directrice Adjointe du Corps de la Paix-Haïti et Monsieur Sebastien Raphaël pour avoir planifié tous nos rendes-vous et pour nous avoir fourni un appui logistique et matériel lors de nos enquêtes. Notre reconnaissance s'adresse également au personnel du Service de la Gestion des Ressources Naturelles à la Mission de l'Agence Américaine pour le Développement International spécialement à Monsieur John Dorman, Monsieur Philippe P. Monteiga et Monsieur Lionnel Poitevien pour leur assistance et les riches conseils qu'ils nous ont prodigués. Nous remercions également le Ministère de l'Environnement, le Ministère de l'Education Nationale et toutes les agences et organisations gouvernementales et non-gouvernementales que nous avons visité pour leurs fructueuses discussions et la riche documentation qu'ils nous ont fournie. Enfin, que tous les volontaires de la Paix à Part-au-Prince, Forêt de Pin, Meyer, Jacmel et les Cayes trouvent ici nos sincères remerciements pour avoir rendu notre travail agréable et fructueux.

Albert Ndayitwayeko et Ron Savage
September, 1999

ACRONYMES

A O	Directeur/Directrice Adjoint/Adjointe, Corps de la Paix
A P C D	Chef du Service Administratif
A S P R E N	Association du Sud pour la Protection, la Réhabilitation et l'Amélioration de l'Environnement
A S S E T	Développement Agricole Durable et la Transformation Environnementale
A T T P F	Appui Technique pour la Protection des Parks et des Forêts
C B O	Organisation pour le Développement Communautaire
C D	Directeur/Directrice National (e)
C E	Education à la Conservation des Ressources Naturelles
C R S	Services d'Assistance Catholique
E E & C	Education et Communication Environnementale
H C A	Agence du Pays Hôte
I S A	Agence d'Appui Intermédiaire
I S T	Formation en Cours d'Emploie
O N G	Organisation Non-gouvernementale
O R E	Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement
P A D F	Fondation Pan-Américaine pour le Développement
P A E	Plan d'Action pour l'Environnement
P A P	Port-au-Prince
P C	Chef du Service Technique chargé des Programmes
P C	Corps de la Paix
P V C	Volontaire de la Paix
P S T	Formation /Stage Préparatoire à l'Emploie
S E C I D	Consortium pour le Développement International du Sud-Est
P T O	Chef du Service de Programmation et de Formation
T C	Centre de Formation
U N D P	Programme des Nations Unies pour le Développement
U N E S C O	Programme des Nations Unies pour l'Education, la Science et Culture
U S A I D	Agence Américaine pour le Développement Internationa

CHAPITRE 1. SOMMAIRE

Du 26 Juillet au 14 Août, 1999 , sous le haut patronnage de l'Agence Américaine pour le Développement International et l'appui technique de GreenCOM et du Corps de la Paix Washington, D.C; le Corps de la Paix-Haïti a effectué une évaluation du status de l'éducation et la Communication environnementale dans les programmes de développement en milieu rural, les projets et les priorités des institutions et des organisations gouvernementales et non-gouvernementales. Plusieurs techniques de collecte de données ont été utilisées par une équipe de deux consultants (GreenCOM, Corps de la Paix, Washington, D.C) lors des enquêtes à Port-au-Prince, Double Harvest, Forêt de Pin, Jacmel et les Coyes; notamment des entrevues avec les autorités responsables des Ministères et des organisations gouvernementales et non-gouvernementales engagés dans les programmes de développement en milieu rural, des discussions de groupes avec des associations d'agriculteurs et des volontaires de la paix, des observations et l'analyse de documents.

Les discussions ont porté essentiellement sur la place de l'éducation et la communication environnementale dans le pays, les attitudes, les croyances et les opinions des gens concernant les question et les problèmes environnementaux et la capacité des individus, des groupes, des institutions et des organisations d'inclure l'éducation et la communication environnementale dans leurs programmes et projets de développement, l'enseignement et les priorités du gouvernement.

Pendant trois semaines, les institution et les organisations suivantes ont été visitées par l'équipe de consultants spécialistes des questions environnementales et la possibilité de leur collaboration avec le Corps de la Paix-Haïti afin d'enitier un nouveaux programme en éducation et communication environnementale a été explorée:

- L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID);
- Le Programme des Nation Unies pour le Développement (PNUD);
- Le Ministère de l'Environnement;
- Le Ministère de l'Education National, de la Jeunesse et des Sports;
- Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural:
- Le Développement Agricole Durable et la Transformation Environnementale (ASSET);
- Les Services d'Assistance Catholique (CRS);
- La Fondation Pan-Américaine pour le Développement (PADF);
- L'Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement (ORE);
- Les Partenaires des Amériques et l'Association du Sud pour la Protection, la Réhabilitation et l'Amélioration de l'Environnement (ASPREN).

Care-Haiti et le consortium du sud pour le développement International du Sud-Est (SECID) n'ont pas été visités par les consultants (excepté une participation du SECID à la table Ronde de discussions entre les consultants, le Corps de la Paix-Haïti et les représentants du Ministère de l'Agriculture) mais la nécessité de leur collaboration avec le Corps de la Paix-Haïti dans le

domaine de l'Education et la Communication environnementale est envisagée dans le présent rapport.

A la conclusion de l'évaluation, un compte-rendu oral et des discussions à propos des résultats de l'enquête et de recommandations ont eu lieu avec les responsables de la Mission de l'Agence Américaine par le Développement International chargés de la Gestion des Ressources Naturelles, les autorités du Corps de la Paix-Haïti et le consultant de GreenCOM; et un rapport en Anglais et en Français a été préparé.

Les recommandations ont porté essentiellement sur la façon dont l'éducation et la communication environnementale pourrait servir d'instrument pour que les volontaires de la paix en Haïti aient plus d'impact et de rendement dans les programmes et les projets qu'ils assistent. Les stratégies que le Corps de la Paix-Haïti pourrait mettre en oeuvre pour promouvoir l'éducation et la communication environnementale en collaboration avec les institutions gouvernementales, les écoles et les organisations gouvernementales et non-gouvernementales ont été également au centre des discussions et de pertinentes recommandations ont été formulées à cet égard.

Il a été aussi déterminé que:

- ◆ Le projet du Corps de la Paix-Haïti à concevoir et développer un programme relatif à l'éducation et la communication environnementale est justifiée.
- ◆ L'éducation et la communication environnementale devrait être incorporée dans les programmes du Corps de la Paix-Haïti qui existent déjà (agroforestrie et petites et moyennes entreprises agricoles ou programmes de développement communautaire).
- ◆ L'éducation à la conservation des ressources naturelles est beaucoup plus appropriée pour les activités des volontaires de la paix en Haïti que l'éducation environnementale traditionnelle spécialement dans les programmes de développement communautaire en milieu rural.
- ◆ Le Corps de la Paix-Haïti devrait recruter des volontaires qui possèdent des connaissances, des compétences et de l'expérience en matière d'éducation environnementale et suivant qu'il opte pour l'éducation à la conservation des ressources naturelles ou l'éducation environnementale classique; les caractéristiques et les besoins des groupes ou les communautés devront être considérés.
- ◆ L'éducation et la Communication environnementale au la conservation environnementale non formelle est la stratégie que le Corps de la Paix-Haïti devrait utiliser pour exécuter ses programmes et activités.

- ◆ La formation des formateurs en éducation/conservation environnementale (concepts, méthodologies; conception, développement et distribution du matériel didactique) est un préalable au lancement d'un nouveau programme en éducation et communication environnementale par le Corps de la Paix-Haïti.
- ◆ La conception, le développement, l'évaluation et la distribution du matériel relatif à l'éducation environnementale devront tenir compte des besoins et des particularités des publics visés par l'organisation.
- ◆ Le Corps de la Paix-Haïti devrait continuer à explorer son rôle en éducation et communication environnementale et les possibilités de faire de ce nouveau secteur une priorité dans ses programmes et dans ses activités

CHAPITRE I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Beaucoup de sources s'accordent pour affirmer que la République d'Haïti est l'une des plus pauvres des pays de l'Hémisphère Nord et que son environnement naturel accuse une dégradation qui présage la catastrophe si de sérieuses mesures ne sont pas prises dans un avenir proche pour sauvegarder le peu qui reste des richesses et du patrimoine naturel du pays.



A travers le diagnostic établi, il apparaît que le bilan fait état d'une situation inquiétante dans presque tous les secteurs. Nous pensons notamment à la déforestation où seulement 2% de la couverture forestière reste dans tout le pays, à la dégradation progressive des sols agricoles par l'érosion, au secteur de l'énergie où la seule source accessible à la plus grande partie de la population, à savoir le bois, est soumise à une demande de plus en plus croissante par une population galopante incontrôlée, une diminution ou la disparition de la diversité biologique, l'écllosion de maladies liées à la salubrité du milieu, les risques encourus par la population urbaine du fait de la pollution de toutes sortes et une gestion inadéquate des ressources naturelles en général.

La population actuelle est estimée à environ 8 million d'habitants et elle pourrait atteindre 12 millions en 2010 avec une densité actuelle de 597.3 personnes au kilomètre carré et un revenu inférieur à \$250 US et 85% de cette population minent dans un état de pauvreté extrême. Par ailleurs, le rapport EKOLAC / PNUD, 1995 souligne que l'Agriculture de subsistance en Haïti s'est développée de façon désordonnée au fur et à mesure que la population augmentait, conduisant ainsi au déboisement et provoquant de graves problèmes d'érosion et de

dégradation des bassins versants. L'insécurité foncière a été aussi un empêchement au développement de mesures susceptibles d'éviter la dégradation des sols et l'élevage en semi-liberté des porcs (600.000²), cabris (1000.000³) et bovins (500.000²) a aussi contribué à la réduction de la couverture végétale, à la destruction des sols et l'érosion accélérée des zones de passage et de pâturage.

Au moment où les problèmes ci-haut mentionnés demeurent des défis de taille en Haïti, peu d'efforts sont consentis par le gouvernement et les organisations non-gouvernementales de les inclure dans leurs programmes et priorités et le nouveau Ministère de l'Environnement n'est pas encore officiellement institutionnalisé.

Une meilleure planification de l'éducation de la population (surtout des femmes et des enfants) en matière de protection et de sauvegarde de l'environnement et une meilleure collaboration intersectorielle s'avèrent ainsi comme des moyens de prévention et d'intervention urgents à mettre en oeuvre en République d'Haïti.

Même si peu d'efforts sont actuellement consentis par tous les intervenants en matière d'éducation et de communication environnementale, le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports et certaines organisations gouvernementales et non-gouvernementales surtout le Corps de la Paix-Haïti considèrent déjà la possibilité d'initier et de développer des programmes et des activités relatifs à l'éducation et la communication environnementale.

Un des objectifs du Corps de la Paix-Haïti est d'améliorer le niveau de vie des populations rurales par la promotion et la vulgarisation des activités génératrices de revenus couplées à l'introduction des techniques de gestion durable des ressources naturelles et la recherche de diverses solutions alternatives à l'exploitation excessive des écosystèmes naturelles et prochainement l'initiation et le développement de l'éducation et la communication environnementale.

Le nouveau programme en EE&C pourrait s'accomoder parfaitement à certaines priorités établies par l'organisation et qui sont déjà dans une phase opérationnel:

- ◆ Introduire et améliorer la culture des arbres fruitiers comme une source de revenus et une stratégie de diminuer la pression des communautés rurales sur les ressources forestières et minimiser l'érosion des sols et l'envasement des cours d'eau qui s'en suivent.
- ◆ Introduire de nouvelles techniques culturales en agroforesterie et en reboisement en milieu rural capable de générer des revenus constituant des alternatives durables à la consommation excessive des ressources forestières et lutter contre la pauvreté en même temps.

- ◆ Améliorer l'éducation et la formation à la santé animale et l'intégration agro-sylvo-zootechnique et la commercialisation des productions animales pour le grand bénéfice des fermiers et des associations d'agriculteurs ruraux.
- ◆ Dans un proche avenir, 30 communautés d'agriculteurs vont voir leurs revenus augmenter sensiblement suite à l'adoption de nouvelles techniques de plantation des arbres (arbres fruitiers et bois d'oeuvre) et de conservation de sols (promotion de plantation de plantes fourragères pour diminuer le surpâturage, les cultures en terraces pour lutter contre l'érosion etc...).
- ◆ Vu l'ampleur et la sévérité de la déforestation en Haïti, tous les volontaires de la paix, en plus de leurs attributions prioritaires sont interpellés à assister les communautés dans lesquelles ils/elles vivent à initier et développer des projets ou des activités relatifs au reboisement avec un accent particulier sur l'éducation et la communication environnementale dans le domaine.

Afin de rentabiliser le travail des volontaires le Corps de la Paix-Haiti doit inclure l'éducation et la communication environnementale concepts, méthodologies et le développement du matériel y relatif dans les programmes déjà existants d'agroforesterie et de petites et moyennes entreprises et explorer les possibilités d'affecter les volontaires de la paix dans de nouveaux secteurs et considérer l'éducation environnementale comme activité secondaire mais prioritaire. Ces programmes ou activités sont très profitables dans le secteur non-formel avec les associations d'agriculteurs, les groupes de jeunes non-scolarisés, les écoles et les organisations ayant des projets en partenariat avec le Corps de la Paix. L'éducation et la communication environnementale formelle et informelle seraient toujours considérer dans les programmes et activités du Corps de la Paix chaque fois que cela s'avèrerait nécessaire.

Le secteur de l'éducation formelle réfère aux activités éducatives qui se déroulent dans un cadre scolaire régulier. Le secteur de l'éducation non-formelle quant à elle réfère à toute forme d'intervention éducative à l'extérieur du secteur scolaire régulier. Il est généralement pris en charge par des groupes de base, les ONGs et tout groupement qui travaille pour éduquer, former ou sensibiliser la population.

L'efficacité de l'éducation non-formelle dans le développement d'attitudes et de comportements et dans la mise en place de projets pour l'environnement a été largement démontrée dans le monde et de nombreuses expériences laissent penser que l'introduction de l'éducation environnementale dans le secteur non-formel est un des moyens à privilégier dans une démarche intégrée pour le développement durable(Mission Ekolac-MADIF pour le PNUD,1995)

L'éducation informelle d'autre part est un processus non-structuré d'acquisition de connaissances, des habiletés, des attitudes et des aptitudes découlant des expériences des gens de

tout les jours et du contact des individus ou des groupes avec leur environnement immédiat (la maison, le lieu de travail, la rue, la famille, les amis, les voyages, la lecture des journaux, de magazines ou des livres ; la radio, la télévision etc...). Bien que ce type d'éducation n'est pas structurée, il compte beaucoup pour toutes les expériences accumulées par chaque individu au cours de sa vie.

Bien qu'il n'existe pas de définition universelle de l'éducation environnementale, elle est souvent considérée comme un processus ayant pour but de former une population mondiale consciente et préoccupée de l'environnement et des problèmes qui s'y rattachent, une population qui ait les connaissances, les compétences, l'état d'esprit, les motivations et le sens d'engagement qui lui permettront de travailler individuellement et collectivement à résoudre les problèmes actuels et à empêcher qu'il ne s'en pose de nouveaux. Au lieu de chercher des solutions spécifiques aux problèmes environnementaux, l'éducation environnementale suggère des solutions alternatives aux problèmes et analyse leurs conséquences.

L'éducation relative à la conservation des ressources naturelles est une autre approche pour la gestion et le développement durables des écosystèmes naturels et des ressources telles que l'eau, les forêts, les minéraux, la flore et la faune sauvage etc... Les solutions aux problèmes environnementaux sont plutôt spécifiques telles que les méthodes culturales appropriées pour lutter contre l'érosion des sols, la plantation des arbres, l'entretien des plants et des pépinières, l'agroforesterie, l'utilisation rationnelle des pesticides et des engrais chimiques, la lutte biologique contre les parasites etc... Ce type d'éducation est très appropriée pour les agriculteurs, les consommateurs des ressources naturelles, les écoles et les activités para-scolaires.

Une autre stratégie d'éducation environnementale concerne des activités organisées qui se déroulent en dehors du cadre scolaire ou en dehors des heures de cours. Cette méthode permet aux apprenants d'acquérir des expériences pratiques sur le terrain et contribue grandement au développement des attitudes positives envers l'environnement et le savoir faire des individus.

Beaucoup d'ONGs nationales et internationales participent aux divers programmes et activités relatives au développement durable des ressources naturelles et utilisent plusieurs stratégies pour intéresser les communautés rurales à leurs programmes/activités :

Les projets ASSET, ORE et plus sont assistés par l'Agence Américaine pour le développement international (USAID) pour aider les communautés rurales à identifier et à adopter des stratégies alternatives de gestion des ressources naturelles génératrices de revenus et protectrices de l'environnement en même temps. Le projet PLUS par exemple a pour mission de maximiser la production agricole des régions montagneuses en milieu rural et réduire la dégradation par des méthodes appropriées de gestion et de développement durable des sols.

Les agriculteurs en milieu rural sont très actifs avec le projet PLUS spécialement dans les activités de conservation du sol et de l'eau et l'application de nouvelles techniques culturales sur des pentes escarpées. Le projet a aussi initié un programme d'extension agricole à bon marché qui s'est avérée très profitable aux agriculteurs surtout dans le domaine d'agroforesterie. Etant donné la priorité accordée à la gestion conservatoire des eaux et des sols, un certain nombre d'objectifs

sont visés et des stratégies sont prévues dans les domaines de l'aménagement des eaux et des sols, de l'amélioration de la fertilité du sol, de l'intégration de l'élevage dans les systèmes agricoles et des pâturages. Cependant dans le domaine de la protection du patrimoine foncier confronté à diverses contraintes (déforestation, surexploitation des terres, surpâturage, méthodes culturales inappropriées etc ...) le pari pour le projet PLUS est tous les autres projets oeuvrant en milieu rural est de garantir à la fois la satisfaction des besoins essentiels d'une population en perpétuelle croissance et le maintien d'un environnement sain et durable pour cette même population. D'autres organisations et bailleurs de fonds tels que le PNUD, le CRS, L'ASPREN, l'ORE, les Partenaires des Amérique etc... sont également impliqués dans les projets de développement durable des ressources naturelles en milieu rural.

Cependant, aucune de ces institutions, organisations au projets a déjà considéré l'éducation et la communication environnementale comme un outil indispensable de développement durable (surtout dans le secteur de l'éducation formelle); en plus la majorité des projets et des programmes n'intègrent pas les femmes et les enfants. La ferme pourtant est le pilier de la famille et presque toutes ses activités ont une incidence sur l'état de l'environnement. Elle pourvoit à la production des denrées alimentaires et à leur transformation, elle veille à l'hygiène et à la santé des membres de la famille. Elle a ainsi un grand rôle à jouer dans la conservation de l'environnement et doit donc avoir une place privilégiée dans les programmes de protection et de préservation de l'environnement.

Le programme des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) admet qu'il n'existe pas de modèle pour incorporer l'éducation environnementale dans les programmes et les projets de développement et suggère que les approches et les mécanismes d'intégration doivent se conformer aux conditions spécifiques, aux buts et aux objectifs éducationnels et socio-économique de chaque pays.

C'est dans ce cadre que le Corps de la Paix-Haïti à l'aide d'un financement de l'Agence Américaine pour le Développement International et l'assistance technique de GreenCOM et le Corps de la Paix, Washington, D.C a effectué du 26 Juillet au 14 Août, 1999; une évaluation du status actuel de l'éducation et la communication environnementale en République d'Haïti et se propose d'initier un nouveau programme dans le domaine. Le but ultime de cette évaluation n'était pas de faire un inventaire et produire un document de références, mais de suggérer une série de recommandations relatives spécialement à la façon de rendre le travail des volontaires de la paix beaucoup plus productifs et profitables aux communautés rurales.

CHAPITRE II. STATUS DE L'EDUCATION ET LA COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE EN REPUBLIQUE D'HAITI: UNE EVALUATION

II 1. Elaboration et Diffusion des Programmes d'Education et de Communication Environnementale: La Part des Institutions et des Organisations.

Les arrangements institutionnels sont essentiels pour appliquer les concepts d'économie environnementale dans la mise en oeuvre d'une stratégie nationale pour l'éducation et la Communication environnementale. La complète coordination des institutions est critique non seulement pour éviter les double-emplois et pour établir des lignes de communication claires, mais aussi parce qu'elle est déterminante pour l'efficacité des institutions.

Cependant en République d'Haiti, très peu d'agences, de ministères et des organisations gouvernementales et non-gouvernementales ont déjà considéré l'intégration de l'éducation et /ou la communication environnementale dans leurs programmes et/ou activités. Le manque du personnel qualifié en EE&C, le manque du matériel adapté à l'EE&C et le manque de motivation des enseignants ont également retardé l'institutionnalisation de l'éducation et de la communication environnementale en Haïti.

Etant donné que quelques institutions et organisations sont des partenaires potentiels du Corps de la Paix-Haïti dans les programmes/projets d'éducation et de communication environnementale, elles ont été visitées en priorité par l'équipe de consultants chargés d'évaluer l'état actuel de l'éducation et de la communication environnementale dans le pays. La liste de ces collaborateurs potentiels du Corps de la Paix-Haiti n'est pas exhaustive mais elle est limitée dans les régions où les volontaires de la Paix sont déjà affectés et à Port-au-Prince où se trouve la majorité des institutions et des ministères. Les institutions et organisations visitées sont les suivantes:

- L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID);
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD);
- Le Ministère de l'Environnement;
- Le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports;
- Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural;
- Le Développement Agricole Durable et la Transformation Environnementale (ASSET);
- Les Services d'Assistance Catholique (CRS);
- La Fondation Pan-Américaine pour le Développement (PADF);
- L'Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement (ORE);
- Les Partenaires des Amériques et l'Association du Sud pour la Protection, la Réhabilitation et l'Amélioration de l'Environnement (ASPREN).

La section qui suit fait la synthèse des discussions que les consultants ont eu avec les différentes entités:

L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID).

L'Agence Américaine pour le Développement International est un organisme de financement de projets qui est très engagé dans le financement des programmes d'éducation et de communication environnementale à travers le Département de la Gestion des Ressources Naturelles surtout dans les pays en développement. En Haïti par exemple, beaucoup d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales tels que le Ministère de l'Environnement, les projets ASSET, ORE, ATTPE etc... ont déjà bénéficié de la générosité de l'USAID.

L'Agence s'intéresse également aux activités d'éducation et de communication environnementale dans les secteurs formel et non-formel, le développement des programmes et du matériel didactique et elle assiste aussi les organisations et les institutions dans les programmes d'extension agricole et de gestion des espaces protégées.

L'USAID assiste aussi dans le domaine de l'éducation informelle en encourageant la production et la distribution du matériel imprimé et la diffusion des messages environnementaux par la radio et la télévision essentiellement dans les campagnes de sensibilisation du public aux problèmes environnementaux spécifiques.

C'est aussi l'USAID qui vient de financé le travail d'évaluation de l'état actuel de l'éducation et la communication environnementale en République d'Haïti effectué par le Corps de la Paix-Haïti.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Le gouvernement de la République d'Haïti a demandé l'aide du PNUD de l'USAID pour la préparation d'un plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE).

Le PNAE est un outil de planification accepté par la communauté internationale et visant à solutionner les problèmes environnementaux les plus urgents d'un pays. Il vise à identifier et à prioriser les principaux problèmes et à définir les politiques et les actions appropriées pour le gouvernement, les ONGs, le secteur privé et les bailleurs de fonds de la communauté internationale.

En 1996, le PNUD a initié un vaste programme d'éducation environnementale pour épauler le gouvernement Haïtien à mettre sur pied son plan d'Action National pour l'Environnement et instaurer une politique solide de conservation et de gestion durable des ressources naturelles.

Le programme d'éducation environnementale du PNUD se propose d'intervenir dans les programmes des agences gouvernementales d'éducation formelle et non-formelle. Il entend aussi mobiliser les autorités gouvernementales, les associations de producteurs ou de consommateurs agricoles, les écoles et les groupes communautaires et les organisation gouvernementales et non-gouvernementales en E E & C. Il assiste aussi ces différent groupes dans la conception, le développement, l'évaluation et la distribution du matériel didactique

Le Ministère de l'Environnement.

Le jeune Ministère de l'Environnement entend jouer un rôle déterminant en éducation et communication environnementale et il a déjà inclu l'éducation environnemental dans ses priorités:

- La gestion du patrimoine naturel national;
- L'énergie et le développement durable;
- L'éducation environnementale et le développement durable;
- Aménagement des bessins versants;
- Le développement intégré et la gestion des écosystèmes cotières et marines;
- La gestion des catastrophes et des désastres naturels; et
- Appui aux initiatives pour le développement durable et l'exploitation des mines et carrières.

Le projet d'éducation environnementale du ministère vise sensibilisation du public, des écoles et des communautés à propos des problèmes environnementaux majeurs dans leurs milieux et aurait aussi des plans pour renforcer d'acquisition du savoir, du savoir faire et le développement des motivations et l'engagement du publique à la défense de l'environnement. Le but ultime étant le changement d'attitudes et de comportement des gens envers l'environnement. Les grandes priorités du Ministère de l'Environnement sont les suivantes:

- Instauration d'un département d'éducation environnementale ayant pour rôle de coordiner, exécuter, et superviser les activités environnementales.
- Renforcer les programmes d'éducation environnementale et la gestion rationnelle des ressources naturelles au niveau communautaire.
- L'instauration d'un centre environnemental de ressource et d'information
- La formation des autorités du ministère et des professionnels de l'environnement à tous les niveau
- Formation des enseignants et des responsables des communautés en EE&C Par séminaires et des ateliers et les initier au développement du matériel didactique.
- Développer du matériel relatif à l'éducation environnemental au secteurs de l'éducation environnemental au secteurs de l'éducation formelle et l'éducation informelle et adapté au conditions locales pour chaque programme.

Le Ministère de l'Environnement entend aussi collaborer avec le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture, l'USAID, le CIDA, l'UNESCO et beaucoup d'autres

organisations gouvernementales et non-gouvernementales y compris le Corps de la Paix-Haïti pour mener à bien ses différents programmes et projets environnementaux. Le Ministère de l'Environnement a aussi souhaité que les écoles publiques et privées initie des programmes d'éducation environnementale centrés surtout sur la déforestation et le reboisement, le compostage, la gestion des espaces de récréation et des aires protégées, la protection et la préservation du patrimoine naturel et culturel du pays dès la rentrée scolaire 2000,

Le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports.

La structure du Ministère Haïtien de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports est de trois niveaux: Le niveau primaire, le niveau secondaire et l'Université. Les secteurs formel et non-formel dans l'enseignement public et privé se consacrent principalement à la conception, le développement, l'évaluation et la dissémination des programmes et du matériel didactique. Jusque récemment, l'éducation et la communication environnementale n'était pas une priorité pour le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports Haïtien.

Un plan d'Action National pour l'Education vient d'être initié par le gouvernement et devrait être expérimenté dans toutes les écoles et à tous les niveaux très prochainement. Ce plan envisage d'intégrer l'éducation environnementale aux contenus des disciplines traditionnelles enseignées au niveau primaire et au niveau secondaire de l'enseignement public et privé.

Il est déjà prouvé que le processus d'intégration des notions environnementales dans les disciplines classiques n'influe pas sur le temps de préparation et de réalisation de ces disciplines, offre une grande flexibilité aux enseignants/enseignantes et aboutit aux meilleurs résultats. Dans le cas échéant, le processus d'intégration de l'EE&C dans les programmes scolaires devrait se consacrer en priorité à la conception, le développement, l'évaluation et la dissémination du matériel didactique.

Le Ministère de l'Education Nationale avec le concours de l'UNESCO et du Fond des Nations-Unies pour la population (FNUAP) est entrain d'initier un programme sur la Famille, la Population et la santé de la Réproduction avec un aspect important consacré à l'éducation environnementale. Le succès de ce programme est mesuré par le grand nombre d'écoles et des organisations de jeunes qui adhèrent au programme et à l'appui solide apporté par le gouvernement et des bailleurs de fonds à l'initiative.

Le but du projet est de changer les attitudes et les comportements des jeunes adolescents/adolescentes vis à vis de l'économie familiale, les problèmes de la surpopulation et de la santé ainsi que la restauration et la production des écosystèmes naturels. Un guide d'information et de sensibilisation aux problèmes sus-mentionnés et un manuel d'éducation familiale sont déjà publiés par le projet et est déjà distribué dans les écoles et organisations pilotes dans trois départements. Des guides du maître et des cahiers d'activités des élèves sont entrain d'être développés par le projet pour l'enseignement secondaire. Les thèmes suivants sont proposés par le projet pour l'enseignement non-formel:

- L'augmentation incontrôlée de la population et ses conséquences sur la disponibilité des ressources naturelles;
- La dégradation de l'environnement et la qualité de la vie en Haïti;
- L'abandon de l'école par des adolescentes suite aux grossesses indésirées, aux avortements, à la délinquance juvénile et aux maladies sexuellement transmissibles.

Informé, sensibiliser et éduquer la jeunesse sont des stratégies utilisées par le projet dans ses programmes. La recherche, la formation, le développement du matériel didactique et l'expérimentation du programme dans les écoles pilotes sont aussi des priorités du projet.

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural à travers le Projet technique d'Assistance pour la Protection des Parcs et des Forêts (ATTPF) et en collaboration avec la Banque Mondiale et le Ministère de l'Environnement font beaucoup d'efforts pour sensibiliser les agriculteurs des bassins versants et en milieu rural sur le danger de la dégradation des terres agricoles et le surpâturage.

En effet, la République d'Haïti est caractérisée par une diminution progressive des terres agricoles, surtout dans des régions surpeuplées et les bassins versants d'où des phénomènes migratoires des populations à la recherche de nouvelles terres encore fertiles et des pressions sur les aires encore protégées. Du point de vue de l'élevage, on observe une diminution des surfaces des pâturages naturels avec un phénomène de surpâturage inquiétant surtout dans les régions de montagnes. Bien que beaucoup d'efforts sont déployés par le Ministère dans le domaine du développement rural, ses initiatives pour l'éducation et la communication environnementale font encore défaut.

Il existe d'énormes possibilités pour le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural d'initier ou de consolider des programmes, des projets ou des activités relatifs à l'éducation environnementale ou la conservation des ressources naturelles dans les secteurs formel et non-formel et en collaboration avec d'autres Ministères et des organisations qui s'intéressent à la conservation et à la protection de l'environnement et surtout le Corps de la Paix-Haïti.

Le Corps de la Paix-Haïti assiste déjà les communautés rurales en agroforesterie et en petites et moyennes entreprises agricoles autour de la Forêt de Pin et ailleurs dans le pays et pourrait facilement incorporer l'éducation et la communication environnementale dans les programmes qui existent déjà avec l'assistance du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement rural et des bailleurs de fonds.

Techniques Agricoles Durables et Transformation Environnementale (ASSET)

Le projet ASSET est appuyé par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) dans ses efforts de promouvoir et d'encadrer les communautés rurales dans la gestion durable de ce qui reste des ressources naturelles en Haïti, l'aménagement des bassins versants et des régions côtières et la gestion des déchets surtout en milieux urbains. Le projet assiste aussi les communautés rurales dans l'identification, la conception et le suivi des activités à caractère éducationnel. Il se propose ainsi:

- ◆ D'engager un dialogue avec les communautés rurales sur la définition et l'application de la politique et la réglementation du gouvernement en matière d'aménagement et d'éducation environnementale.
- ◆ D'entreprendre des campagnes d'information et de sensibilisations des populations sur leurs rôles dans la gestion durable des ressources et la protection de l'environnement.
- ◆ De mobiliser les collectivités locales pour qu'elles s'engagent dans des activités de développement intégré en milieu rural en général mais surtout qu'elles adoptent des techniques de gestion et de conservation des ressources naturelles compatibles avec l'amélioration de la qualité de l'environnement et la protection des sols.
- ◆ De promouvoir l'éducation et la formation de haut niveau à la recherche environnementale et la conscientisation des agents du développement comme les femmes, les vulgarisateurs agricoles, les associations des agriculteurs etc... du respect de l'environnement.

Le projet ASSET se propose aussi d'aider des communautés et des individus à acquérir des valeurs et des sentiments d'intérêt et de respect pour l'environnement. L'instauration d'un réseau national devait faciliter la tâche du projet ASSET à aménager le monde rural, permettre de garantir une production vivrière suffisante pour nourrir la population, lutter contre la dégradation des sols et protéger l'environnement.

Le projet est aussi en train d'organiser un programme d'éducation environnementale de masse centrée sur neuf points:

- ◆ Campagne de Sensibilisation et de Motivation Environnementale.
 - Fournir un appui aux mouvements des jeunes engagés dans des activités de conservation de ressources naturelles et/ou la vulgarisation des attitudes, des comportements ou des actions positifs envers l'environnement.

- Faire la promotion de la Journée International de l'Environnement (5 Juin de chaque année) et profiter de l'occasion pour faire connaître le projet, éveiller la conscience environnementale des individus et des groupes, et assurer l'adhésion de la population aux projets et aux programmes ASSET.
 - Indiquer l'ordre de priorités des mesures suggérées à travers le choix des programmes et des projets réalistes en fonction non seulement des urgences mais aussi des contraintes technologiques et budgétaires à identifier (étude des coûts et des bénéfices dans la lutte contre la dégradation de l'environnement).
 - Promouvoir l'accès et la circulation de l'information en développant un site électronique environnementale (site WEB).
- ◆ Activités d'Education et de Formation en Matière d'Environnement
- Conception des modules d'éducation et de formation environnementale dans qui prennent en considération les aspects économique-sociaux et le niveau de formation des publics visés par le projet.
 - Organiser des séminaires d'information et de réflexions sur les techniques de conservation et de restauration des ressources naturelles avec tous les partenaires du projet ASSET.
 - Promouvoir la protection des crêtes par le reboisement dans le contexte global de l'aménagement des bassins versants surtout aux abords de la Rivière Blanche et de la Rivière Grise.

En outre, le projet ASSET capitalise de façon intensive sur les expériences des autres projets financés par l'USAID en Haïti ou dans d'autres pays dans la recherche des solutions aux problèmes posés à l'environnement tels que la surexploitation des ressources naturelles, le sous-équipement, le déficit de production alimentaire et énergétique, une croissance incontrôlée de la population etc...

Ces expériences sont surtout mis à profit dans l'organisation des associations de jeunes et des groupes communautaires en vue d'une gestion durable et responsable des ressources naturelles, la promotion et la vulgarisation des techniques culturelles appropriées ainsi que la sensibilisation des agriculteurs ou des fermiers des milieux ruraux aux causes directes et indirectes de dégradation du milieu et leurs implications sur la qualité de l'environnement.

Le projet ASSET entend mobiliser tous les intervenants dans la gestion des ressources naturelles pour initier un programme concerté d'aménagement des ressources marines et côtières. Les marais offrent aussi la possibilité de produire des vivres en saison sèche, mais également ils

constituent une alternative aux terres agricoles de collines qui sont devenues de plus en plus rares face à la forte pression démographique en Haïti.

Le projet ASSET est aussi convaincu que la gestion et la protection de l'environnement ne peuvent se faire sans un cadre institutionnel et juridique approprié, et non plus sans associer la femme, les collectivités locales, les ONGs et tous les autres partenaires du développement en milieu rural.

ASSET adopte ainsi une approche intégrée de gestion des ressources naturelles avec la participation des communautés à l'échelle locale, à la conception des actions spécifiques, à l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes et des activités environnementaux. Le développement du matériel didactique et des messages ayant trait au développement durable des écosystèmes naturels, la sensibilisation, l'éducation et la communication environnementale sont également anticipées par le projet.

CARE HAITI.

Pour plusieurs années, CARE- Haïti a joué et continue à jouer un rôle important dans des programmes de développement dans le Département du Nord-Ouest où la dégradation de l'environnement a déjà atteint des proportions inquiétantes. Ses programmes portent essentiellement sur la distribution des vivres, l'information, l'éducation et communication en matière de planification familiale et de santé de la reproduction, les programmes de nutrition, d'irrigation et de développement des infrastructures publiques. CARE-Haïti est aussi très actif dans les programmes et des activités relatifs au planning familial, l'adduction d'eau en milieu rural, les petites et moyennes entreprises de développement etc...

CARE poursuit un programme visant à résoudre les problèmes de détérioration des terres agricoles et d'érosion des sols dans le Département du Nord-Ouest. Il a ainsi introduit des techniques appropriées de conservation des sols et des techniques intégrées d'agriculture (cultures potagères, greffages des arbres fruitiers, distribution des semences sélectionnées etc...).

Dans ses efforts d'impliquer les populations et les collectivités locales dans la gestion de l'environnement, le projet a distribué 1,2 millions de plants d'arbres de forêt à environ 24.000 fermiers dans la région. La vulgarisation d'un système de production agricoles intensive basée sur l'intégration de l'agriculture et l'élevage et l'utilisation du matériel génétique approprié, des techniques d'élevage améliorées, la formation et le perfectionnement des vulgarisateur agricoles, des agronomes et des techniciens agricoles sont des préoccupations majeures pour le projet.

Bien que l'organisation n'a pas de programme très élaboré d'éducation et de communication environnementale, le Corps de la Paix-Haïti devrait, considérer l'établissement d'un partenariat avec CARE dans son projet d'initier et de développer un programme d'éducation et de communication environnementale car les chances de succès sont énormes surtout dans le secteur non-formel.

Les Services d'Assistance Catholique (CRS)

Comme Care, les Services d'Assistance Catholiques n'ont pas un programme formel d'éducation et de communication environnementale. Cependant les Services d'Assistance Catholique interviennent en milieu rural à travers leur programme de développement d'entreprises agricoles, READ (Rural entreprise Agricultural Development Programme). READ est un projet agricole intégré et un promoteur des entreprises de production agricole de conservation des sols et de la protection des bassins versants. Le projet intervient également dans l'octroi de crédits pour le stockage de grains et la promotion des banques communautaires pour les femmes dans 18 projets secondaires un programme qui pourrait appuyer les efforts du Corps de la Paix-Haïti dans ses programmes d'agroforesterie, agribusiness, extension agricole et surtout le développement des activités et des programmes d'éducation et de communication environnementale pour les écoles et les associations d'agriculteurs. Caritas-Haïti fournit des services techniques au projet READ dans le développement de programme intégrés de promotion de la production agricoles en milieu rural par la stabilisation de l'environnement et de développement rural.

Bien que CRS n'ait pas de programme d'éducation et de communication environnementale, l'organisation fait la promotion de la conservation des sols dans le secteur non-formel en encourageant l'entretien des pépinières, la plantation des arbres, l'installation des haies vives, le compostage et le creusement des fossés anti-érosives. Ces activités de conservation de sols réduisent l'érosion, stabilisent les bassins versants et indirectement augmentent les revenus des agriculteurs.

Vu la multiplicité et les spécificités des intervenants en matières d'environnement et de la conservation des ressources, il est important que des projets prennent en considération le caractère multidisciplinaire de l'amélioration de l'environnement. En impliquant la population locale et en apportant un bénéfice direct aux ménages; les paysans peuvent être incités à investir dans la lutte contre la dégradation de l'environnement. Il est aussi à noter que l'existence de ces complémentarités ne dispense pas de créer des projets spécifiquement environnementaux. Au contraire, des projets environnementaux tels que les campagnes d'éducation et de communication environnementale peuvent contribuer grandement au développement inter-sectoriel.

La Fondation Pan-Américaine pour le Développement (PADF).

La fondation Pan-Américaine pour le Développement est une Organisation privée sans but lucratif basée en Amérique du Nord qui travaille avec le public, et le secteur privé pour promouvoir l'emploi pour les pauvres et en même temps améliorer la qualité de la vie et la qualité de l'environnement dans tout le Caraïbe et l'Amérique Latine. Le PADF a été très actif dans des projets de reboisement et d'agroforesterie en milieu rural pour en certain nombre d'années. Mais aussi l'organisation est en train de mettre sur pied des projets pilotes en éducation environnementale dans certaines régions du pays et collabore étroitement avec le corps de la Paix-Haïti pour initier un programme en Créole centré sur l'éducation et la communication environnementale dans les écoles et les communautés locales dans la région de Meyer dès la rentrée scolaire 2000.

Un volontaire de la Paix spécialiste en éducation environnementale est aussi affecté au projet PADF Meyer pour assister l'organisation à expérimenter le projet d'éducation environnementale dans les écoles primaires.



Le Corps de la Paix-Haïti a aussi d'énormes possibilités de collaborer avec le projet PLUS (Productive Land Use Systems), un projet de PADF financé par l'Agence Américaine pour le Développement International.

Le projet a pour mission de promouvoir la gestion rationnelle des terres et la protection du patrimoine foncier en milieu rural. Dans le domaine de la protection du patrimoine foncier confronté à diverses contraintes (déforestation, surexploitation des terres, surpâturage, méthodes culturelles inappropriées etc...) le pari pour le projet PLUS et les autres organisations de développement rural en Haïti est de garantir à la satisfaction des besoins essentiels d'une population en perpétuelle croissance et le maintien d'un environnement sain et durable pour cette même population. La stratégie du projet PLUS est axée sur les éléments suivants:

- L'amélioration de l'environnement par l'application des techniques agropastorales appropriées et des technologies agricoles adoptées aux besoins des agriculteurs.

- L'augmentation de revenus pour les fermiers /agriculteurs engagés dans le projet.
- La promotion et le renforcement de la collaboration entre les ONGs locaux et les associations d'agriculteurs en milieu rural ainsi qu'une coordination intégrative et plus coordonnée des activités des différents intervenants.
- L'aménagement des bassins versants comme une alternative à la conservation des sols.
- Promotion de marchés d'écoulement des produits agricoles.
- Garantir la sécurité alimentaire des paysans par l'introduction et la vulgarisation de sémences sélectionnées et assurer un suivi et une évaluation efficaces des activités du projet.

La poursuite de ces actions devra se faire en suscitant à la fois une prise de conscience de la population, une plus grande responsabilisation et une meilleure participation dans la conception et le choix des méthodes de conservation des eaux et des sols.

La majorité des volontaires du Corps de la Paix-Haïti est engagée dans des activités similaires à celles de PADF/PLUS dans beaucoup de régions du pays. Malheureusement, le projet PLUS approche son expiration et le Corps de la Paix-Haïti devra se trouver un autre partenaire pour continuer les activités déjà initiées en milieu rural.

En plus, il appartiendra aux agriculteurs d'opérer un choix quant à leur adhésion aux programmes et activités des promoteurs du développement rural qui succéderont le projet PLUS ou poursuivre l'intensification de la lutte anti-érosive, la réalisation d'aménagements hydro-agricoles et la mise en valeur des marais en comptant sur leur propres moyens (vente de plants, de sémences, poursuivre le greffage des arbres fruitiers etc...).

Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement (ORE).

L'Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement assiste les individus et les associations d'agriculteurs dans certaines régions du pays par l'introduction de systèmes agricoles appropriés, des sémences sélectionnées et des technologies adoptées aux besoins des intervenants dans le projet. La promotion de la plantation des arbres fruitiers, du reboisement, de la culture des épices et de l'entretien d'une nouvelle espèce de bambou sont des priorités déjà identifiées par le projet ORE.

Partant du fait que les contraintes agricoles, environnementales et économiques sont toujours liées, l'approche du projet ORE pendant les dix dernières années a été d'identifier et d'offrir des alternatives économiquement viables aux agriculteurs responsables de la dégradation des terres

agricoles et des problèmes environnementaux qui s'en suivent. L'intensification des cultures vivrières est surtout encouragée par le projet ORE dans les plaines et les régions de basses altitudes, et l'intensification des techniques d'agro-foresterie et des cultures de rente sont encouragés dans les régions de montagnes et des bassins versants.

Les responsables du projet ORE croient que l'introduction des variétés de cultures à revenus élevés et la prospection de marchés auront contribué au bien-être des agriculteurs et à la diminution de la pression des agricultures sur les maigres écosystèmes naturelles en Haïti.

Un mécanisme de coordination du projet ORE et le Corps de la Paix dans les zones d'interventions en agroforesterie et le développement communautaire des collectivités rurales est déjà effectif et deux volontaires de la Paix travaillent étroitement avec ORE dans l'identification du matériel d'éducation et de vulgarisation des activités de l'organisation.

Le projet ORE est ainsi considéré par le Corps de la Paix-Haïti comme un partenaire privilégié dans ses efforts d'initier un nouveau programme axé sur l'éducation et la communication environnementale.

Partenaires des Amériques.

Les partenaires des Amériques est une organisation privée non-gouvernementale chargée de la promotion des organisations communautaires dans 45 états pour :

- Stimuler la participation active des citoyens aux programmes de développement.
- La formation des responsables communautaires.
- Mobiliser des efforts pour une meilleure collaboration des deux Amériques.
- Soutenir et fortifier les initiatives de développement communautaires.

Partenaires des Amériques assiste aussi les états membres et les organisations en éducation et formation pour le développement, encourage les jeunes et les adultes à entreprendre des activités génératrices de revenus et favorise le rapprochement des deux Amériques par l'échange des étudiants et des professeurs.

Comme les autres organisations visitées, partenaires des Amériques cible de façon prioritaire le développement durable des collectivités locales par la promotion de la production agricole, la prévention des catastrophes et des désastres naturels, la protection de l'environnement et la participation de femmes dans des programmes de développement communautaire.

Pour coordonner ses activités et celles de ses partenaires, le projet utilise plusieurs moyens de communication tels que: les entrevues télévisées, les discussions radiodiffusées, les séminaires, la

distribution du matériel imprimé et les présentations des objectifs et des activités du projet aux collectivités et aux organisations au niveau local.

Le Consortium du Sud-Est pour le Développement International (SECID).

Le Consortium du Sud-Est pour le Développement International est une organisation engagée dans plusieurs activités agricoles au niveau local notamment les essais et les tests de nouvelles techniques et de nouvelles variétés de sémences, le suivi et l'évaluation de projets agricoles. Comme les autres organisations mentionnées dans le présent rapport, SECID n'a pas de programme spécifique en éducation et communication environnementale mais offre des possibilités de collaboration avec d'autres organisations oeuvrant dans ce domaine tel que le Corps de la Paix-Haïti pour initier un tel programme.

Association du Sud pour la Protection, la Réhabilitation et l'Amélioration de l'Environnement (ASPREN).

L'Association du Sud pour la Protection, la Réhabilitation et l'Amélioration de l'Environnement est une organisation non-gouvernementale ayant pour mission la gestion durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement dans la région du sud.

Le département du sud comporte 10 principaux bassins versants hautement dégradés suite à des phénomènes d'érosion accélérée résultant d'une augmentation du ruissellement superficiel par suite de l'action conjuguée des pluies abondantes de forte intensité, la coupe inconsidérée des arbres et l'agriculture de subsistance pratiquée par des paysans sur fortes pentes.

Pour remédier à de telles situations, une association dénommée ASPREN, à été mise sur pied et réunit des professionnels de diverses disciplines (agronomes, juristes, médecins, professeurs et des organisations non-gouvernementales ayant la même mission dans la région de Les Cayes.

Bien que l'organisation n'ait pas encore affiché beaucoup de réalisations à son actif, le projet est prêt à collaborer avec le Corps de la paix-Haïti dans le domaine de l'éducation et la communication environnementale.

L'organisation se propose d'entreprendre des campagnes d'éducation et de sensibilisation sur les dangers qui menacent l'environnement dans le sud du pays (conférences, spots publicitaires, affiches, panneaux dépliant, posters, etc...)

II 2. Education et Communication Environnementale formelle.

Le secteur de l'éducation formelle cible de façon prioritaire l'enseignement fondamental (élèves et enseignants des écoles primaires et privées) en ce qui concerne l'éducation

environnementale mais se préoccupe aussi de l'enseignement et de la formation au niveau secondaire et Universitaire.

Le Ministère de l'Education Nationale Haitien envisage d'initier un programme d'éducation environnementale dans les écoles primaires et secondaires (publiques et privées) dès la rentrée scolaire 2000. La stratégie préconisée est d'intégrer les thèmes et les concepts environnementaux dans les programmes qui existent déjà et d'inviter tous les enseignants et les enseignantes à s'investir dans cette nouvelle perspective. Les enseignants et les enseignantes qui manquent de formation environnementale pourront suivre des sessions de recyclage lors des séminaires et des ateliers que le Ministère se propose d'organiser à leur intention.

En 1996, le Programme des Nations-Unies pour le Développement a mené une enquête pour évaluer le status de l'éducation relative à l'environnement en République d'Haïti. L'enquête a révélé que rare sont des écoles (publiques ou privées) qui intègrent l'éducation et/ou la communication environnementale dans les programmes d'enseignement. Les raisons avancées pour ce manque d'engagement pour la sauvegarde de l'environnement dans un pays dévasté par la surexploitation des ressources naturelles et une diminution inquiétante de la qualité de l'environnement sont surtout:

- Un manque d'intérêt et de motivation des enseignants.
- Un manque de connaissances et de compétences en matière d'environnement
- Un manque du matériel didactique et des guides du maître et des élèves en éducation environnementale.
- Un manque de financement.
- Le fait que l'EE&C n'a jamais été une priorité pour le Ministère de l'Education Nationale.

Les transformations politiques, économiques et sociales du pays pour ces dernières décennies ont été aussi mentionnées par les répondants comme étant des causes majeures du manque de performance du système scolaire Haitien en général et du développement des programmes relatifs à l'éducation environnementale en particulier.

Le système éducatif formel Haïtien est aussi caractérisé par une multitude d'écoles privées avec des programmes souvent variés, ce qui rend difficile et presque impossible le Ministère de l'Education Nationale à uniformiser ce mosaïque d'écoles privées sauvent aux mains de la toute puissante Eglise Catholique qui controle plus de la moitié des écoles privées en Haïti.

Dans ses efforts d'intégrer l'éducation environnementale dans les programmes scolaires au niveau du primaire et du secondaire, le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports avec l'assistance de l'UNESCO et du FNUAP (Fond des Nations Unies pour la Population) a déjà initié un projet potentiellement populaire sur l'Education à la Vie Familiale en Matière de Population et de Santé de la Reproduction, ayant des composantes environnementales très solides.

Ces composantes de l'environnement portent essentiellement sur: l'air, l'eau, le sol, les sédiments, le climat, la flore, la faune, les processus écologiques (habitats, chaînes alimentaires, introduction de nouvelles espèces), la qualité de vie humaine (santé, récréation, aménagement) et les intérêts humains (beauté des paysages, sites historiques etc...).

L'objectif du projet est de changer les attitudes et les comportements des adolescents et des adolescentes vis à vis de l'éducation à la vie familiale en matière de population et santé de la reproduction, la protection et la restauration de l'environnement. Un guide du maître (Guide d'Information et de Sensibilisation et un manuel sur l'éducation familiale ont déjà été produits par le projet et sont déjà en expérimentation dans trois départements. Un programme d'éducation environnementale pour le niveau primaire (en créole) et pour le niveau secondaire (en français) sont aussi en préparation et devraient être expérimentés dans les écoles publiques et privées dès la rentrée scolaire 2000.

Une Université privée de Port-au-Prince (l'Université Quisqueya) a aussi un programme de formation de formateurs en matières d'environnement (le GERE). Cependant, cet Université est loin de satisfaire aux besoins de l'éducation formelle en personnel qualifié pour l'éducation et la communication environnementale, la conception, le développement et la distribution du matériel propre en EE&C.

Dans l'avenir, l'université d'Etat avec ses onze facultés pourrait aussi jouer un rôle déterminant dans la conception, le développement, l'expérimentation l'évaluation et la distribution du matériel didactique en EE&C en collaboration avec le Corps de la Paix Haïti. L'Université d'Etat est aussi en bonne position pour fournir une formation en EE&C au personnel du Corps de la Paix-Haïti et aux volontaires à travers des séminaires et des ateliers.

La nouvelle perspective du Ministère de l'Education Nationale en ce qui concerne l'éducation et la communication environnementale dans le secteur de l'éducation formelle est de concentrer les efforts sur la conception, le développement de programmes et du matériel en EE&C, leur validation, leur production et leur distribution surtout au niveau de l'enseignement primaire.

II 3. Education et Communication Environnementale Non-Formelle.

Coombs et Ahmed (1994:8) définissent l'éducation non-formelle comme tout système organisé en dehors du système formel classique et préparé pour certaines catégories d'individus aussi bien aux jeunes qu'aux adultes.

La conception, le développement et la dissémination du matériel didactique adopté à l'éducation et la communication environnementale et la formation des enseignants du secteur non-formel sont également encouragés dans le nouveau Plan National d'Education récemment adopté par le gouvernement Haïtienne.

En Haïti, l'éducation environnementale non-formelle a plus de chances de réussir même si les mêmes barrières rencontrées dans le système formel s'observent aussi dans le secteur non formel

(manque d'intérêt et de motivation des enseignants, manque de connaissances et de compétences en matières d'environnement, manque de matériel didactique et des guides du maître et des élèves en éducation environnementale, manque de financement et manque d'engagement du Ministère de l'Éducation Nationale en EE&C). Cependant, l'éducation et la communication environnementale dans le secteur informel ne doit pas se conformer aux structures du système formel pour réussir.

Les professionnels d'éducation en EE&C s'accordent pour affirmer que la formation dans le secteur non-formel mobilise moins d'efforts et des fonds que le système formel en EE&C. L'éducation non-formelle est souvent élaborée pour les communautés rurales, les jeunes non-scolarisés, les associations de paysans, les habitants des quartiers pauvres des villes, les groupements de femmes, les agents de santé publique et les media.

Comme c'était le cas pour l'enseignement formel, la nouvelle perspective du Ministère de l'Éducation Nationale en EE&C dans le secteur non-formel est de promouvoir la conception, le développement et la diffusion des programmes et du matériel pour l'éducation et la communication environnementale ainsi que la formation des enseignants en EE&C surtout au niveau primaire.

L'équipe de consultants GreenCOM/Corps de la Paix recommande au personnel et aux volontaires du Corps de la Paix-Haïti d'investir leurs efforts, leur temps et leurs talents en éducation et communication environnementale dans le secteur non-formel en milieu rural car l'organisation y trouve sa niche.

Actuellement, les volontaires de la paix assistent les collectivités rurales, dans les projets de développement communautaire et l'agroforesterie; deux secteurs qui s'approprient très facilement à l'intégration des activités environnementales dans leurs programmes. Cependant, PCVs doivent préalablement acquérir une formation relative à l'éducation et la communication environnementale pour mieux s'intégrer dans leurs milieux d'accueil.

Une coordination des activités du Corps de la Paix-Haïti et celles des autres organisations partenaires est un prérequis indispensable pour réussir l'intégration de l'éducation et la communication environnementale dans des projets de développement en milieu rural.

ORE par exemple organise des séminaires de formation des agriculteurs et des organisations engagées dans le greffage des fruits, la production de sémences améliorées et leur storage; et a déjà formé des milliers de fermiers et de techniciens agricoles à travers tout le pays ces quelques dernières années. La détermination de l'organisation à développer la culture du bois commercial, des variétés améliorées de cultures de soudure et des cultures d'exportation a favorisé l'adoption de l'agriculture intensif dans des zones de montagnes et la circulation informelle de l'information sur les techniques appropriées de conservation des ressources et de protection de l'environnement au niveau communautaire.

Le projet CRS quant à lui assiste les petits agriculteurs de cultiver sur des pentes exposées à de fortes érosions de manière à préserver la fertilité des sols et l'aménagement des bassins versants.

En plus, le projet ORE fournit une trousse d'information aux fermiers à propos des concepts de protection environnementale, l'assistance aux agriculteurs, l'aménagement des eaux de pluies dans le milieu rural, la réhabilitation des systèmes d'irrigation, l'amélioration de l'élevage et le renforcement du système institutionnel.

ASSET quant à lui utilise une stratégie multidisciplinaire pour stimuler les collectivités locales à développer des plans d'action incluant entre autres:

- ◆ La formation de participants au projet pour qu'ils soient capable de comprendre les simples techniques de gestion des ressources naturelles et aussi d'identifier les actions à entreprendre au niveau communautaire.
- ◆ Distribution du matériel de référence aux participants et favoriser la coordination et le transfert d'information entre les communautés rurales.

Les agences de financement tels que l'USAID, UNDP, UNESCO, UN, FNUAP, la Banque Mondiale, le Ministère de l'Environnement et le Ministère du Plan appuient fortement les programmes et les activités du secteur non-formel, surtout lorsqu'il s'agit des programmes ou des activités relatifs à l'environnement au niveau local. Ils sont aussi sensibilisés à propos des problèmes et des menaces environnementaux en Haïti tels que:

- La déforestation;
- L'érosion des sols;
- La gestion des déchets;
- La qualité et la quantité de l'eau;
- Les problèmes énergétique;
- La conservation des ressources naturelles;
- Le déclin de la biodiversité;
- La gestion des régions côtières et des bassins versants;
- La gestion des catastrophes et des désastres naturels;
- L'usage abusive des pesticides.

A travers l'enseignement non-formel, le Ministère de l'Education Nationae et les Partenaires des Amériques ont unifié séparément des projets en éducation à la vie familiale, la santé et la reproduction. Ces projets font beaucoup de place aux femmes et aux jeunes et visent l'amélioration de la qualité de vie des femmes et des enfants ainsi que leurs familles, la prévention des grossesses indésirées et leur conséquences.

II 4. Education et communication Environnementale Informelle.

L'éducation Informelle est aussi décrite par Coombs et Ahmed (1974:8) comme un processus d'accumulation de connaissances, des habilités, des attitudes et du savoir- faire que chaque

personne acquiert à partir de ses expériences de tous les jours et tout au long de sa vie, et son contact avec le milieu, l'environnement familial, les jeux, les exemples des membres de la famille ou des amis, les voyages, la lecture, la radio ou la télévision, le cinéma etc... Généralement, l'enseignement informel n'est pas organisé même si elle compte pour beaucoup dans la vie des individus.

En Haïti, les organisations et les institutions visitées accordent peu d'importance à ce type d'enseignement pour diffuser leurs messages. De temps à autre, ces institutions et organisations recourent aux méthodes d'éducation informelle à des occasions spéciales mais leur impact sur les publics visés seraient minimal. ASSET, PADF, le Ministère de l'Education, le Ministère de l'Agriculture et l'ASPREN utilisent les média mais pas nécessairement pour véhiculer les messages environnementaux.

Le secteur privé non plus ne considère pas l'environnement, comme un outil de publicité important comme cela est le cas dans les pays développés.

II 5. Les Ressources et le matériel nécessaires pour l'Education et la communication Environnementale.

Comme c'est déjà signalé dans le présent rapport, le concept de l'éducation environnementale est quelque chose de nouveau en Haïti et les quelques programmes et projets engagés dans le domaine sont encore au stade exploratoire. Cependant, il y a une volonté politique et institutionnelle d'initier des programmes et des activités en éducation environnementale surtout dans le secteur informel. Ces initiatives sont appuyées et coordonnées par UNDP, USAID, CECI, ACIDI, et beaucoup d'autres organisations au niveau local.

On pourrait espérer que la conception, le développement, l'exécution, l'évaluation et la distribution des ressources et du matériel relatifs à l'éducation et la communication environnementale deviendront une réalité en Haïti dans un proche avenir (une année ou deux). Quelques documents relatifs à l'éducation environnementale (en Créole et en Français) existent déjà au niveau de l'école primaire mais ils ne sont pas distribués à grande échelle dans le pays.

II 6. Relation Ecole - Communautés pour l'Education et la communication Environnementale.

L'équipe de consultants GreenCOM/Corps de la Paix regrette que au moment de sa visite en Haïti, toutes les écoles du pays (publiques et privées) étaient en vacances et les consultants n'ont pas pu recueillir des informations, sur les relations écoles-communautés à la source. Même si quelques ONGs collaborent avec les écoles pour certains programmes et activités, beaucoup d'entre- elles trouvent leurs niche ailleurs.

Cependant, il y a beaucoup d'espoir que très prochainement l'éducation et la communication environnementale deviendra une réalité en Haïti; car la majorité des institutions et des

organisations gouvernementales et non-gouvernementales visitées considèrent déjà inclure le volet EE&C dans leurs programmes et leurs plans de travail surtout au niveau communautaire. Le Corps de la Paix-Haïti devrait jouer un important rôle dans cette nouvelle stratégie et devrait aussi investir ses efforts et ses talents en EE&C dans les écoles.

CHAPITRE III. RECOMMANDATIONS SUR LE ROLE DES INSTITUTIONS ET DES ORGANISATIONS DANS L'ELABORATION ET LA DIFFUSION DES PROGRAMMES D'EDUCATION ET DE COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE EN HAITI.

Généralités.

Bien que les concepts d'éducation/ communication environnementale et éducation à la conservation de ressources naturelles soient souvent utilisés indistinctement, ces deux notions signifient deux approches différentes mais complémentaires surtout en milieu rural. En conséquence, l'équipe GreenCOM/Corps de la Paix trouve que le Corps de la Paix-Haïti devrait opérer un choix entre les deux approches en fonction de ses stratégies dans la programmation des activités, les compétences et la formation académique des volontaires de la Paix et leurs intérêts; les programmes et les activités, des organisations et des institutions partenaires du Corps de la Paix, les ressources et le matériel disponibles.

Nous suggérons que le Corps de la Paix- Haïti opte pour l'éducation à la conservation des ressources naturelles pour la plupart de ses activités dans le secteur non-formel et informel et continue d'explorer les possibilités de considérer l'éducation et la communication environnementale aussi dans ses plans d'action dans le secteur formel selon les besoins.

L'éducation à la conservation est souvent considérée comme une méthode d'éducation sur l'utilisation rationnelle et la gestion responsable des ressources naturelles telles que: les forêts, l'eau, les sols, la flore et la faune sauvage. Au contraire, au lieu de considérer les solutions spécifiques aux problèmes environnementaux, l'éducation et la communication environnementale enseigne l'utilisation des solutions alternatives aux problèmes environnementaux et analyse des conséquences. Au moment où la conservation s'intéresse surtout aux problèmes environnementaux du milieu rural, l'éducation environnementale penche souvent sur des problèmes généraux et surtout des problèmes des villes.

La nature des programmes et des activités des volontaires de la paix, les organisations et les institutions collaborant avec le Corps de la Paix répond au souci de considérer l'éducation à la conservation des ressources naturelles dans l'éducation des différentes audiences/ publics visé(e)s par le Corps de la Paix- Haïti.

Les principales recommandations générales sont les suivantes:

- ◆ Etant donné l'état précaire des ressources naturelles en Haïti, le Corps de la Paix devrait explorer les possibilités d'inclure et de renforcer la programmation des activités d'éducation et de conservation environnementales dans ses programmes actuels en agroforesterie et en agribusiness (développement communautaire).
- ◆ Le Corps de la Paix-Haïti devrait aussi continuer d'établir des liens entre les secteurs (Développement communautaire/agribusiness/extension) et la conservation des ressources naturelles et l'éducation et la communication environnementale devrait servir de ponts entre les différents programmes.
- ◆ Dans ses efforts d'initier un programme d'éducation et de communication environnementale dans les secteurs formel, non-formel et informel, le Corps de la Paix-Haïti doit mettre un accent particulier sur le fait qu'il ne peut y avoir de développement durable sans la protection des écosystèmes naturels et une conservation soutenue des ressources naturelles. Le Corps de la Paix devrait ainsi en collaboration avec ses partenaires trouver des mécanismes d'aider les individus, les groupes de gens ou les communautés à augmenter les revenus provenant des ressources naturelles et protéger l'environnement en même temps.
- ◆ L'éducation et communication environnementale devrait être la première ou la seconde préoccupation de la majorité des volontaires de la Paix. Ces derniers doivent avoir la formation appropriée et être convaincu des vertus de la méthode participative et apte à la formation et à la sensibilisation des agriculteurs et éleveurs ainsi qu'à l'évaluation de la validité des thèmes à vulgariser.
- ◆ Le Corps de la Paix devrait se procurer une riche documentation sur l'environnement Haïtien et la rendre disponible dans son centre de Ressources. La dotation du Centre de Ressources endocuments en Espagnol serait aussi à considérer
- ◆ Promouvoir la formation et le recyclage des volontaires de la Paix en éducation/conservation et communication environnementale avant leur affectation et pendant leur service.
- ◆ Le Corps de la Paix devrait identifier les sources de financement et recourir à l'assistance technique pour former un personnel et les volontaires de la Paix en EE&C, à travers des séminaires et des ateliers.

- ◆ Le Corps de la Paix-Haïti collabore déjà avec d'autres agences tels que les partenaires des Amériques pour l'organisation des séminaires d'éducation et de formation. Ces initiatives sont à encourager et devraient s'étendre à beaucoup d'autres institutions et organisations oeuvrant dans le pays ou ailleurs; et des programmes et projets communs devraient être identifiés pour les secteurs formel, non-formel et informel.
- ◆ Les volontaires de la Paix devraient établir et renforcer des liens de partenariat avec les écoles et explorer les mécanismes d'incorporation de l'éducation et la communication environnementale dans leurs plans d'activités. L'éducation et la communication environnementale devrait supplanter les leçons d'Anglais.
- ◆ Le matériel didactique à développer ou des documents importés à adopter au contexte Haïtien doivent tenir compte des caractéristiques des groupes cibles du Corps de la Paix et la capacité des volontaire de la paix à exécuter EE&C programmes.

III 2. Le Secteur de l'Agroforesterie.

Recommandations spécifiques:

- ◆ Il est recommandé que le secteur de l'agro-foresterie continue l'identification de l'état actuel des dégradations et la classification des risques encourus et des priorités d'intervention surtout dans le domaine de la conservation, l'extension agricole et la gestion durable des ressources naturelles. EE&C devrait ainsi être intégrée dans les deux traditionnels programmes du Corps de la Paix-Haïti tout en respectant les spécificités physiques régionales et les besoins des populations dans les endroits qui reçoivent l'assistance des volontaires de la paix.
- ◆ L'introduction des technologies appropriées dans le secteur de l'agro-foresterie telles que: la transformation des produits du bois de forêts, essai d'utilisation des foyers améliorés en vue de réduire la quantité de bois utilisé pour la cuisson, l'adoption d'un système rationnel de gestion des eaux de surface, souterraine et d'irrigation et leur stockage, le compostage, la vulgarisation pour l'adoption de la fertilisation organique, le choix des techniques agricoles simples, peu coûteuses, efficaces et rapidement rentables etc... devraient constituer des priorités dans le domaine de l'agro-foresterie et le Corps de la Paix-Haïti devrait aussi expérimenter ces opportunités
- ◆ Afin de faciliter l'échange d'information et d'expériences, et pour renforcer la supervision et le suivi des activités; les volontaires de la Paix devraient

être affectés dans des zones relativement proches telles que la proximité des aires protégées, les régions servies par des organisations qui collaborent avec le Corps de la Paix.

- ◆ L'éducation environnementale formelle et non-formelle pourraient facilement être intégrées dans des programmes d'agro-foresterie vu la nature des projets et des activités en cours d'exécution dans le domaine de l'agro-foresterie avec le concours du Corps de la Paix-Haïti.

III 3. Petites et Moyennes Entreprises Agricoles (Agri-business).

Recommandations spécifiques:

- ◆ Promouvoir l'agro-industrie pour mieux valoriser les produits agricoles et désengorger les campagnes, l'éducation et la communication environnementale pourrait servir d'outils pour vulgariser les technologies appropriées identifiées.
- ◆ Il existe un lien étroit entre ce secteur et l'agroforesterie surtout lorsqu'il s'agit des produits agricoles (café, mangues, épices etc...) qui pourraient être transformés localement et souvent, le secteur des petites et moyennes entreprises offrent un terrain très propice pour l'éducation environnementale non-formelle.

III 4. Education et Communication Environnementale Formelle.

Pour le moment, les possibilités de travailler dans ce secteur sont énorme, cependant il existe aussi beaucoup de contraintes dues surtout au manque d'intégration de l'éducation et la communication environnementale dans les programmes scolaires, peu de motivation des enseignants, manque de formation et de supervision en EE&C, peu ou pas de ressources allouées à l'éducation environnementale et dans certaines circonstances les difficultés des volontaires de la Paix à communiquer en Créole et en Français. En plus, le Ministère de l'Education Nationale est dans une période transitoire; il faudrait peut-être que le Corps de la Paix-Haïti prenne un peu de recul dans le secteur formel tout en développant un solide programme d'éducation et communication dans le secteur non-formel.

- ◆ Les volontaires du Corps de la Paix devraient être encouragés à considérer l'éducation et la communication environnementale avec modération mais périodiquement échanger des expériences et des réussites dans leurs projets avec les institutions scolaires.

- ◆ En conformité avec les programmes et les priorités du Ministère de l'Éducation Nationale, le Corps de la Paix-Haïti devrait constituer une équipe de volontaires qui pourrait assister l'institution et développer du matériel didactique appliqué à l'éducation et communication environnementale et éventuellement contribuer à sa distribution.
- ◆ Il est recommandé au Corps de la Paix-Haïti d'acquérir et d'adapter le matériel didactique d'éducation et de communication environnementale qui a déjà fait ses preuves dans d'autres pays ou qui sont disponibles au Centre d'Information et d'Echange (ICE).
- ◆ La conception, le développement et l'évaluation du matériel didactique adapté à l'éducation et communication environnementale dans le contexte Haïtien doit être encouragé et doit se conformer aux structures de l'enseignement formel et informel dans le pays. Le Corps de la Paix-Haïti devrait ainsi acquérir ce matériel et permettre aux volontaires de la Paix d'accéder à ce produit dans le Centre de Ressources.
- ◆ L'éducation et la communication environnementale formelle devrait s'intéresser principalement aux écoles en milieu rural et prévoir des activités pratiques avec les élèves; et en même temps promouvoir l'éducation à la conservation des ressources naturelles pour les parents. Ce type d'enseignement serait facilitée par les vulgarisateurs, les ONGs ou le Gouvernement Haïtien.
- ◆ Pour plus d'efficacité le Corps de la Paix-Haïti devrait considérer le recrutement des volontaires ayant des diplômes et des expériences en éducation et communication environnementale.
- ◆ Le Corps de la Paix-Haïti devrait aussi éviter d'offrir des primes d'encouragement aux élèves qui participent aux activités d'éducation environnementale comme cela a été observé dans la région de Les Cayes avec le projet PADF.
- ◆ Idéalement, le Corps de la Paix-Haïti devrait s'intéresser aux enseignants plutôt qu'aux élèves en EE&C et l'accent devrait être mis sur la formation des formateurs.
- ◆ De sérieux efforts devraient être consentis et exigeront la participation d'autres institutions et organisations, l'exécution des programmes/projets échelonnée dans le temps, le démarrage d'un nouveau secteur(EE&C) et probablement l'engagement d'un responsable du nouveau programme ayant des qualifications requises dans le domaine de EE&C.

III 5. Education et Communication Environnementale non-formelle.

L'éducation et la communication environnementale non-formelle se conforme bien aux programmes du Corps de la Paix déjà existant et exigera peu de modification lors de la phase exécutoire. Virtuellement, tous les volontaires de la paix devront inclure l'éducation et la communication environnementale non-formelle dans leurs activités au premier ou second plan. Le programme pourrait aussi s'adresser aux mêmes groupes impliqués dans les projets et les secteurs actuels.

- ◆ L'éducation et la communication environnementale non-formelle est surtout recommandée pour les adultes et les jeunes non scolarisés. Cependant, le programme devra être flexible et servir aussi les autres groupes de jeunes, les écoles et les communautés
- ◆ Dès que le programme en EE&C est lancé les volontaires de la paix devraient commencer à développer et tester le matériel didactique approprié qui ne devrait pas être sophistiqué ou qui exigerait beaucoup de temps pour le confectionner ou le tester.
- ◆ Le Corps de la Paix-ICE et le Corps de la Paix dans d'autres pays disposent du matériel approprié pour l'éducation et la communication environnementale non-formelle. Le Corps de la Paix-Haïti devrait se procurer et évaluer le même matériel et l'adapter au contexte Haïtien.
- ◆ Dans ses efforts d'initier un programme d'éducation et de communication environnementale non-formelle, le Corps de la Paix -Haïti devrait promouvoir et encadrer les groupements féminines des milieux ruraux et urbains en matière de protection de l'environnement et d'assainissement du milieu.

III 6. L'Education et la Communication Environnementale Informelle.

Comme les autres institutions et organisations engagées dans des programmes de développement communautaires, le Corps de la Paix-Haïti doit considérer l'usage de plusieurs types de média pour atteindre son audience dans le secteur informelle: Un poster pour informer, un pamphlet pour persuader, des affiches sur les véhicules de transport pour sensibiliser, des théâtres, des émissions radio-diffusées ou télévisées (là où cela est possible), les fêtes de plain air, les compétitions, les événements spéciaux etc... Il aura également besoin de plusieurs milieux pour disséminer ses messages: posters, les journaux et les magazines dans les écoles, les lieux de travail, les centres communautaires etc... Les mêmes outils pourraient être utilisés dans le secteur de l'éducation non-formelle.

III 7. Formation

L'actuel plan de formation du Corps de la Paix-Haïti est très approprié étant donné que les deux secteurs de concentration sont toujours considérés au stade préparatoire (PST) des volontaires de la paix.

Cependant, la considération de l'éducation environnementale non-formelle ou formelle pourrait avoir des répercussions sur la formation mais ces dernières étant moins sévères dans le cas de l'éducation non-formelle.

- ◆ Il serait souhaitable que le Corps de la Paix-Haïti continue la formation préparatoire des volontaires de la paix en agro-foresterie avec la formation en éducation et communication environnementale. Cependant, PC-Haïti pourrait aussi considérer d'intégrer EE&C dans les programmes de développement communautaires lors de la formation préparatoire des volontaires.
- ◆ Le personnel du corps de la Paix devrait lui aussi acquérir des connaissances et des habiletés en matière d'éducation et de communication environnementale à travers des séminaires et des ateliers.

III 8. Conclusions

Dans les pays en développement en général et en République d'Haïti en particulier, la consommation des ressources naturelles pour satisfaire aux besoins quotidiens des gens ou pour le profit immédiat a sévèrement contribué à la dégradation de l'environnement dans le pays.

Il est donc urgent que les gens soient sensibilisés à propos de l'incidence de leurs activités de tous les jours sur l'intégrité de l'environnement et la qualité de la vie et qu'ils comprennent que leur survie et celle des générations à venir dépendent de leurs actions. Les considérations suivantes doivent être prises en considération pour une gestion durable des ressources naturelles:

- La prise en compte dans la gestion de l'environnement de toutes les composantes du milieu et notamment de l'unité de production du paysan;
- Le ciblage et la coordination des interventions;
- L'implication de la population à tous les niveaux, ce qui suppose une gestion participative de l'environnement;
- La protection de l'environnement par l'étude d'impact de l'implantation et de l'exécution des différents projets de développement;
- La conscientisation de la population surtout des jeunes sur les différents problèmes de l'environnement;
- La responsabilisation des institutions notamment celles qui ont des activités pouvant porter atteinte à l'environnement;
- L'intégration de la femme au développement;

- la confection ou la mise en application des textes juridiques relatifs à l'environnement.

C'est pour répondre à l'urgence de sensibiliser et de former la population Haïtienne à la gestion responsable des ressources naturelles et la protection de l'environnement que le Corps de la Paix-Haïti entend introduire dans ses programmes un volet éducation et communication environnementale. Pour y arriver, l'institution devra procéder comme suit:

- ◆ Afin de bâtir une base solide en EE/CE, le Corps de la Paix-Haïti devrait discuter des recommandations contenu dans le présent rapport, développer un plan stratégique d'expansion de EE/CE et évaluer le matériel existant en EE/CE; et organiser dans un proche avenir un atelier de formation en cours d'emploi en éducation/conservation et communication environnementale pour son personnel et ses volontaires.
- ◆ Incorporer l'éducation et la communication environnementale dans les programmes actuellement entrepris par le Corps de la Paix-Haïti.
- ◆ Considérer l'éducation à la conservation des ressources naturelles en priorité par rapport à l'EE car elle semble plus adaptée au travail des volontaires de la paix et aux besoins des communautés rurales où le Corps de la Paix trouve sa niche.
- ◆ Considérer le secteur non-formel comme étant un instrument important que le Corps de la Paix-Haïti doit utiliser pour réaliser ses programmes en éducation et communication environnementale ou la conservation des ressources naturelles.
- ◆ Concevoir, développer, évaluer et disséminer le matériel didactique en fonction des caractéristiques, des intérêts et des besoins des différentes audiences du Corps de la Paix-Haïti.
- ◆ Faire un suivi régulier du rôle du Corps de la Paix-Haïti, de considérer la programmation et l'exécution des projets ou des activités environnementaux comme une entreprise prioritaire pour l'institution.

BIBLIOGRAPHIE

- African and Asian Inter-regional workshop. (1984). Strategies for improving the employment conditions of rural women. Arusha, United Republic of Tanzania.
- AgEd International Summit VIII. (1993). Women & Agriculture Gender Issues in international Development. University of Minnesota; Etasca, Minnesota.
- Baron, R. Albert., Matilick, K. B., Sergile, F., & Suah, R. R. J. (1997). Productive Land Use Systems Project / 521-0217; Strategy and Management Enhancement Plan. USAID/Haiti.
- Béllard, A. C., & Norris, D. J. (1996). Dégradation de l'environnement en Haïti; manifestation, causes, conséquences et alternatives. Association Nationale des Agro-Professionnels Haitiens.
- Berger, M., Delancey, V., & Mellencamp, M. (1984). Bridging the gap in agricultural extension. International Center for research on women. 1717 Massachusetts Avenue, N.W. Suite 302 Washington, D.C. 20036.
- Bingham, W. M., & Gross, H. S. (1982). Women in Africa of the Sub-Sahara, Vol I&II. From ancient times to the 20th century. Women's History Curriculum. Central Community Center, 6300 Walker St. St. Louis Park, MN 55416.
- Brace, J., White, R.R., & Boss, C. S. (1977). Teaching conservation in developing nations. United States Peace Corps Information Collection and Exchange, Manual M 0007.
- Coombs, P., & Ahmed, M. (1974) Attacking rural poverty: how normal education can help. Baltimore: John Hopkins University Press.
- Davidson, J., & Dankelman, I. (1994). Women and environment in the Third World. Earthscan Publications Ltd. London association with IUCN.
- Dehoux, P., Deschênes, Y.J., Landry, L., & Villeneuve, C. (1995). Stratégie pour l'éducation relative à l'environnement en Haïti. Rapport final de la Mission Ekolac-MADIE pour le PNUD. DOSSIER: hai-92-01.
- Elmendorf, M., & Buckles, P. (1980). Appropriate technology for water supply and sanitation. World Bank/December 1980.
- Kindervatter, S. (1991). Women working together for personal economic and community development. A handbook of activities for women's learning and action groups. Women
777 United Nations Plaza, New York, NY. 10017 USA.

- Keating, M. (1993). The Earth Summit's Agenda for Change. A plain language version agenda 21 and other Rio agreements. Center for our Common Future.
- Kern, K. (1994). How to design and implement an environmental awareness campaign. Communicator's workbook. USAID PRIDE project.
- McDonough, M.H., & Wheeler, W.C. (1998). Towards school and community collaboration in social forestry. Lessons from the Thai experience. Michigan State University/USAID. Communicator's workbook, USAID/PRIDE project.
- Machlis, E. G. (1986). Interpretive view: Opinions on evaluating interpretation in the national park service. National Parks and Conservation Association, Washington, D.C.
- Machlis, E. G., & Field, R. D. (1984). On the interpretation: Sociology for interpreters of natural and cultural history. Oregon State University Press, Corvallis, Oregon.
- Mcknight, L. J., & Kretzmann, P. J. (1993). Building communities from inside out: A path toward finding and mobilizing a community's assets. ACTA Publications. 4848 North Clark Street, Chicago, IL 60640.
- Ministère de l'Environnement, Secrétariat du Plan d'Action pour l'Environnement. (1999). Plan d'action pour l'environnement. Commission interministérielle sur l'environnement.
- Ministry of Supply and Services /Canada. (1990). Canada's green plan for a healthy environment
- Ministry of Tourism, Wildlife and Antiquities /Uganda. (1996). Protected areas management and sustainable use project. A draft report.
- Ndayitwayeko, A., Seubert, C., Rajaofara, L., & Ralandimby, T. (1998). Communications strategy and activities for the Madagascar Landscape Development Interventions Program. Global Vision, Inc, Maryland.
- Ndayitwayeko, A. (1998). Participatory curriculum development workshop in Elementary School Environmental Education/Mali. The Academy for Educational development, Washington, D.C.
- Ndayitwayeko, A. (1999). Environmental education & communication five year strategic plan: A draft. Wildlife Clubs of Uganda., Uganda/Kampala.
- Ontario Ministry of Health. (1992). Social marketing in health promotion. A communication guide.
- Organization des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. (1996). Stratégie Nationale de communication pour le développement - Guinée Bisau.

- Peace Corps: Information Collection and Exchange T0086. (1997). Community-based solid waste management. A training facilitator guide. Peace Corps, ICE 1990 K Street, NW 8th floor, Washington, DC 20526.
- PNUD/UNOPS/HAI/92/001. (1998). La gestion de l'environnement en Haïti: réalités et perspectives. Dépôt légal, bibliothèque Nationale, 1998.
- ReVelle, P., & ReVelle, C. (1988). The environment: Issues and choices for society (3rd ed). Boston. Portola Valley: Johns and Bartlett Publisher.
- Sadar, M.H. (1996). Environmental Impact Assessment (2nd ed). Carlton University Press Inc for the Impact Assessment Centre, Carlton University.
- Srinivason, L. (1992). Options for educators: A monograph for decisionmakers on alternative participatory strategies. Library of Congress Catalog Card # 92-060233.
- Stapp, W. B. (1982). Factors and faces of environmental education. Branchville, New Jersey.
- Stewart, at al. (1987). Improved wood, waste and charcoal burning stoves. Intermediate Technology Publications. 9 King Street, Covent Gaden, London WC2E 8HW, UK.
- Swan, D. M. (1996). Research in eco-education. Larado Taft Field Campus, North Illinois University.
- Thomas, AD. (1998). Environmental education in Uganda. Report of visit, Antebe/Uganda.
- UNESCO-UNEP. (1991). From awareness to action via nonformal environmental education. Connect, 16(1). 1-8.
- Villeneuve, C. (1998). Qui a peur de l'an 2000? Guide d'éducation relative à l'environnement pour le developpement durable. Editions Multimodes. Unesco.

ANNEXE 1: Noms, Adresses et Occupations des Personnes Ressources

NAME	ADRESSE & OCCUPATION
1. Francine Rodd	Corps de la Paix Haïti Représentante Nationale 14 Avenue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761,, Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 245-4090; 254-6601; 245-3294 (Tél/Fax) E-mail: frodd@ht.peacecorps.gov
2. Mary Hogan	Corps de la Paix Haïti Chef du Service Programme et Formation 14 Avenue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761,, Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601; 254-8234 E-mail: mhogan@ht.peacecorps.gov
3. Sebastian Raphael	Corps de la Paix Haïti Cordinateur des Programmes d`Agriculture et Environnement 14 Avenue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761,, Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601
4. Hubert Sylney	Corps de la Paix Haïti Directeur des Programmes de Développement Communautaire 14 Avenue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761,, Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601 E-mail: hsyleny@ht.peacecorps.gov
5. Michael Bannister	Fondation Pan-Américaine pour le Développement; Assistant Director P.O. Box 15574 Pétioville Delmas 31, #27 Tél: (509) 245-7578; Fax: (509) 245-7360
6. Melissa Connor	Corps de la Paix Haïti Conseillère Technique 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761,, Port-au-Prince, Haiti Tél: (509) 254-6601; 254-8234 E-mail: connor@ht.peacecorps.gov

7. Lionel Poitevien	<p>Agence Américaine pour le Développement International (Project PLUS) Manager 17, Boulevard Harry Truman Port-au-Prince, Haiti Tel: (509) 22-5500, 22-54403 (509) 22-5196, 22-5789; Fax: (509) 23-9603 E-mail: LIPOITEVIEN@USAID.GOV</p>
8. Felipe Manteiga	<p>Agence Américaine pour le Développement International Cordinateur du Service de Gestion des Ressources naturelles 17, Boulevard Henry Truman Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 22-5500.; Fax: 23-9603 E-mail: FMNTEIGA@USAID.GOV</p>
9. Lionel Parisien	<p>Ministère de Environnement Chef du Service Technique 181, Haut Turgeau Port-au-Prince, Haïti P.O.Box: 19260 Tél: (509) 245-7572, 245-7585 Fax: 245-7360</p>
10. Jean Max Dimitri Norris	<p>Ministère de Environnement Cordinateur du Service des Projets 181, Haut Turgeau Port-au-Prince, Haïti P.O.Box: 19260 Tél: (509) 245-7578, 245-7360 Fax: 245-7360</p>
11. Jean Michel Tessonno	<p>Fondation Pan-Américaine pour le Développement; Cordinateur du Service Formation P.O. Box 15574, Pétionville Delmas 31, N0 27; Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 46-0786, 46-4676, 46-3938 Fax: (509) 46-4616</p>
12. Lionel Carnier	<p>Services d` Assistance Catholique(CRS) Coordinateur-1 du Service Développement Delmas 81#1 P.O. Box 118 Port-au-Prince, Haïti</p>

	<p>Tél : (509) 49-1992 Fax : (509) 46-4084 E-mail : crshaiti@acm.com</p>
13. Charles Tardieu	<p>ASSET/WINROCK INTERNATIONALE Directeur du Service Education & Politique 60, Avenue VillattePetion-Ville, Haïti B.B. 15771 Tél: (509) 57-1740/1366 Fax: (509) 576492 E-mail: ctardieu@hotmail.com</p>
14. Heliot Hamilcar	<p>Ministère de l'Environnement Service d'Aménagement des Zones Côtières Coordinateur National Tél: (509) 45-9309; Port-au-Prince, Haïti Fax: (509) 45-7360, 45-1022 E-mail: gzc.mde@palaishaiti.net</p>
15. Paul E. Paryski	<p>Programme des Nations Unies pour le Développement; Bureau des Projets Consieller Technique 45 ave John Brown, Port-au-Prince, Haïti Tel (509) 510-6120/6121 Fax: 221-6595 E-mail: ppryski@aol.com</p>
16. Dalberg Claude	<p>Ministère de l'Agriculture Cordinateur du Projet ATTPF P.O. Box 1441 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509)22-1867 Fax: (509)22-3591 E-mail: dalberc@hotmail.com</p>
17. Blemur Marguerite	<p>Ministère de l'Agriculture/ATTPF Consultante Tél: (509) 254-5217 Tél/Fax: 254-1022 Turgeon, Rue Colon #9 E-mail: mblemur@hotmail.com</p>
18. Guerda PREVILON	<p>Ministère de l'Education Nationale Education à la Vie Familiale en Matière de Population et de Santé de la Reproduction Family MENJS /FNUAP /UNESCO; Cordinatrice Nationale Rue Audain #5, Port-au-Prince, Haïti</p>

	<p>Tél: (509) 245-3149 Fax: (509) 245-4932 E-mail: laurier@globelsud.com</p>
19. Jonathan Bufar	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761 Port-au-Prince, Haiti Tel: (509) 254-6601</p>
20. John Garth	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire Forêt de Pin 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601</p>
21. Karl Topping	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire - Meyer 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601</p>
22. Meghan Armistead	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire-Jacmel 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601</p>
23. Sandra Weiss	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire Camp Perrin 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601</p>
24. Amanda Normand	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire Camp Perrin 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601</p>
25. Lenny The	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire Chambellan-Jérémie 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601</p>
26. Brandhi Williamson	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire</p>

	<p>Roche-à-Bateau 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601</p>
27. Jason Wians	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire-Les Cayes 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601</p>
28. Amy Hopper	<p>Corps de la Paix-Haïti; Volontaire-Moransi 14 Rue Guilbaud, Bourdon P.O. Box 1761-Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 254-6601</p>
29. Mousson Finnigan	<p>Projet ORE /Les Cayes Directrice P.O. Box 2314 Port-au-Prince, Haïti Tél: (509) 245-6932/2430030</p>
30. Saurel Felix	<p>Cordinateur du Projet ASPREN Rue Antoine Simon # 75 Cayes, Haïti Tél: 286-0851</p>
31, Paul Denis Caton	<p>Conseiller au Projet ASPREN Rue Antoine Simon # 75 Cayes, Haïti Tél: 286-0851</p>
32. Evelyn Lallemand	<p>Partenaires des Amériques Association des Partenaires Haïti/New Jersey Présidente 50 Avenue , Port-au-Prince Tel (509) 245-3636</p>

ANNEXE 2: Termes de Référence

Etat Actuel de l'Education et la Communication Environnementale en République d'Haïti

Introduction

Le Département de la Foresterie au Siège Centrale de l'Agence Américaine pour le Développement International (Centre International pour l'Environnement) considère que les volontaires de la paix jouent un rôle déterminant dans l'exécution des programmes de mobilisations des communautés rurales pour le développement durable.

En se basant sur les expériences de travail antérieures en Haïti, la Mission de l'USAID reconnaît que la sensibilisation et l'acquisition des connaissances, les stratégies et les méthodes utilisées en foresterie sont des outils très indispensables pour l'éducation et la communication environnementale.

C'est ainsi que le Département de la Foresterie à G/ENV vient de financé un travail d'évaluation de l'état actuel de l'éducation et la communication environnementale en Haïti, une évaluation exécutée par le Corps de la Paix-Haïti. Le présent travail est le résultat des efforts conjugués de l'USAID, le personnel du Corps de la Paix-Haïti et du Corps de la Paix Washington, D.C avec l'appui technique de GreenCOM.

Historique et Perspectives

Le Corps de la Paix-Haïti avec le concours de 12 volontaires a commencé à assister le pays dans les domaines de l'agri-business et de développement communautaire depuis Avril 1996. Auparavant, 1982-1987 et 1990-1991 le Corps de la Paix-Haïti est surtout intervenu dans les domaines de l'agro-foresterie, la santé et l'éducation.

Pour la période de 1996-2001 le Corps de la Paix-Haïti voudrait recruter et former des volontaires généralistes au développement communautaire et en agriculture/agri-business. Le Corps de la Paix-Haïti est surtout engagé dans des projets de développement en milieu rural et les volontaires de la paix ont pendant plusieurs années assisté les communautés rurales en agri-business et en développement communautaire ou l'un des deux programmes. Le placement des volontaires dans des endroits peu éloignés favorisent l'échange d'expériences et la collaboration entre les volontaires ayant des motivations, des connaissances et des intérêts assez différents et variés.

Les volontaires de la paix travaillent dans le secteur des petites et moyennes entreprises de développement agricole pour aider les organisations à identifier des besoins, développer des plans de projets, faire l'inventaire des ressources, préparer des projets de financement, exécuter les projets et les programmes etc...

L'une de leur première mission est d'établir des contacts entre le gouvernement d'Haïti et les organisations non-gouvernementales qui n'ont pas ces capacités et les assister pour l'identification et l'obtention de l'assistance technique des ONGs internationales, les agences des Nations Unies, USAID, et d'autres institutions et organisations de développement.

Les volontaires ouvrant dans le domaine d'extension agricole/agro-foresterie assistant les groupements d'agriculteurs locaux pour développer des projets économiquement et écologiquement rentables comme la plantation des arbres dans le but de générer des revenus mais en même temps protéger le sol contre l'érosion. Un autre exemple serait un volontaire de la paix qui travaillerait avec les communautés locales engagées dans la plantations des arbres fruitiers et qui les aiderait à explorer les possibilités de rentabiliser leurs production par différentes techniques et en même temps améliorer la qualité de l'environnement.

Les volontaires de la paix sont généralement affectés dans des projets de développement déjà entrepris par d'autres agences de développement en milieu rural telles que : CARE, Catholic Relief Services, Save the Children etc. Ainsi, ceux derniers sont intégrés dans de vastes programmes de développement du pays, acquièrent une grande expérience sur le terrain et apprennent à faire incorporer leurs activités dans des priorités gouvernementales au niveau local, régional et national.

Objectifs

Le financement accordé pour le présent travail servira à produire un document de référence pour le Corps de la Paix-Haïti et l'Agence Américaine pour le Développement International(USAID) sur l'état actuel de l'éducation et la communication environnementale, la capacité institutionnelle à incorporer l'éducation et la communication environnementale dans les projets de développement et une série de recommandations sur la façon d'utiliser l'éducation et la communication environnementale comme un outil indispensable pour rentabiliser le travail des volontaire de la paix et leur permettre d'avoir un impact réel dans le développement du pays.

GreenCOM sera chargé de satisfaire aux exigences techniques du projet conformément aux termes de référence et le CTO assurera la supervision de toutes les autres activités. La coordination des activités dans le pays sera assurée par le Corps de la Paix-Haïti et la Mission de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID).

Description Générale du Travail

L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) considère l'éducation et la communication environnementale dans un très large sens incluant l'éducation formelle, l'éducation non-formelle, les activités d'éducation et de communication environnementale dans les écoles et le développement du matériel didactique; les programmes destinés à induire le changement de comportements des gens envers l'environnement en général, en milieux d'extensions agricoles et autour des aires protégées en particulier. L'USAID considère également l'éducation et la communication environnementale dans le secteur informelle et fait la

promotion de la circulation de l'information en matières d'environnement par la diffusion du matériel imprimé, l'usage de la radio et la télévision lors des campagnes de sensibilisation du public à propos des problèmes et des questions environnementaux spécifiques etc...

Le Contracteur fera un inventaire et une évaluation de l'état actuel de l'éducation et de la communication environnementale et la part des organisations et des institutions avec un accent particulier sur les programmes de développement en milieu rural, les caractéristiques des publics visés par le projet et les relations écoles-communautés dans les programmes d'éducation environnementale et d'agriculture en République d'Haïti.

Bien que la liste ne soit pas exhaustive, les institutions, les organisations, les programmes ou les activités qui seront considérés en priorité pour le présent travail seront :

- ◆ Les agences et les ministères Haïtiens concernés par le développement des programmes d'éducation et de communication environnementale (le Ministère de l'Environnement, le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural);
- ◆ Les activités des bailleurs de fonds et leurs capacités en matières d'éducation et de communication environnementale;
- ◆ Les activités des organisations non-gouvernementales au niveau local, régional et national;
- ◆ Les media: TV/Radio/matériel imprimé.

Dans la mesure du possible, l'inventaire et l'évaluation porteront sur une enquête des programmes en cours d'exécution et les capacités des institutions et des organisations à concevoir, développer et vulgariser les projets d'éducation et de communication environnementale. L'évaluation nécessitera des visites sur le terrain ou dans des bureaux des administrations locales pour se rendre compte des activités en cours de réalisation ou les réalisations déjà consommées dans le domaine de l'éducation et la communication environnementale. En plus, l'évaluation fera référence à la façon dont les programmes et les activités de développement tiennent en considération le rôle de la femme et encouragent l'approche participative dans l'identification, le développement et l'exécution des projets d'éducation et de communication environnementale.

Le contracteur, devra également évaluer le degré de collaboration entre les organisations et les institutions en matières d'éducation et communication environnementale et formuler des recommandations y relatives au Corps de la Paix Haïti. Il devra également travailler étroitement avec le Corps de la Paix/Washington, D.C, dans la planification et l'exécution du présent projet.

Il est prévu que le Département Environnement du Corps de la Paix/Washington, D.C assistera GreenCOM dans la collecte de données et la préparation du rapport final. La méthodologie à

adopter pour le présent travail comportera des entrevues, des visites sur le terrain, et l'analyse de documents.

Comme c'est déjà mentionné ci-dessus, l'objectif du travail n'est pas seulement de produire un document de référence mais une série de recommandations sur la façon d'utiliser l'éducation et la communication environnementale comme un outil indispensable pour rentabiliser le travail des volontaires de la paix et leur permettre d'avoir un impact réel dans les projets de développement communautaires en collaboration avec les groupes engagés dans l'agribusiness et l'agro-foresterie.

Description Spécifique du Travail

Le contracteur devra identifier un spécialiste en éducation et en communication environnementale pour effectuer l'inventaire et conduire l'évaluation en EE&C en collaboration avec le Corps de la Paix et l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) de la manière suivante:

- ◆ Discuter avec le Corps de la Paix /Washington à propos des programmes et des stratégies du Corps de la Paix-Haïti en cours et établir un échéancier pour la réalisation de l'évaluation en EE&C en collaboration avec le personnel du Corps de la Paix-Haïti.
- ◆ Rencontrer les volontaires de la paix sur leurs lieux de travail et se familiariser avec les programmes et les activités du Corps de la Paix- Haïti et discuter avec les responsables du Département Environnement/Agriculture à la Mission de l'USAID-Haïti des possibilités de collaboration et d'assistance dans le domaine de l'éducation et la communication environnementale. Il est aussi prévu que le Corps de la Paix-Haïti organisera une ou deux rencontres régionales entre les volontaires de la paix et les spécialistes en éducation et communication environnementale.
- ◆ Conduire un inventaire et une évaluation en EE&C dans les secteurs formel et informel. Il est prévu que le Corps de la Paix-Haïti fournira un appui logistique aux consultants dans le pays incluant un véhicule notamment; mais les spécialistes devraient être préparés à voyager indépendamment pour au moins 8 jours; des fonds sont prévus pour la location d'un véhicule tout terrain et la rémunération d'un chauffeur.
- ◆ Avant leur départ, les consultants devront discuter les résultats de leur recherche et les recommandations avec le Corps de la Paix-Haïti et la Mission de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) dans le pays.
- ◆ Préparer deux rapports dans un format acceptable par le Corps de la Paix et l'USAID tel qu'indiqué dans a et b ci-dessus et le soumettre deux documents différents.

- a) Un inventaire et une évaluation en EE&C en Anglais et en Français pour les organisations et les institutions qui s'intéressent en EE&C, et organiser l'information par secteurs formel et informel et fournir les coordonnées des personnes ressources. Une description de l'état de l'éducation et de la communication environnementale dans le pays accompagnée d'une introduction sur les buts et l'utilisation de l'inventaire et de l'évaluation en EE&C. Le rapport écrit dans un format acceptable sera préparé pour une audience très variée incluant le personnel du Corps de la Paix-Haïti, les volontaires de la paix, le personnel de L'USAID, le Gouvernement Haïtien, et les organisations non-gouvernementales. Le contracteur, devra fournir 60 copies du rapport au Corps de la Paix-Haïti et 15 copies à l'USAID.
- b) b) Un rapport en Anglais comportant des recommandations spécifiques sur la façon dont l'éducation et la communication environnementale pourrait faciliter le travail des volontaires de la paix et leur permettre d'avoir plus d'impact dans les secteurs de développement communautaire et agri-businesses. Ces recommandations devront aussi indiquer comment les volontaires de la paix pourraient établir des liens de coopération avec les autres organisations oeuvrant en milieu rural et suggérer les stratégies à mettre en oeuvre pour rentabiliser au maximum leurs efforts.

Sommaire

Un financement a été octroyé au Corps de la Paix Haïti par l'USAID pour payer le salaire d'un spécialiste en EE&C pour 25 jours. Un per diem et un ticket aller-retour sont également octroyés pour une durée de 22 jours dans le pays (en raison de six jours de travail par semaine) et une période de préparation et de traduction du rapport (en Anglais et en Français) à la conclusion de la mission est aussi prévue.

Rapports

Comme décrit ci-haut, deux rapports sont exigés à la fin de la mission; un rapport décrivant en détail l'état de l'éducation et la communication environnementale et les différentes activités y relatives en Haïti et un autre rapport sur les recommandations en EE&C formulées à l'intention du Corps de la Paix-Haïti

Personnel

Le Corps de la Paix-Washington, D. C devra fournir un spécialiste des questions d'éducation et de communication environnementales. Le spécialiste devra avoir cinq années d'expérience, de préférence avec le Corps de la Paix et avoir une bonne maîtrise de l'Anglais et du Français et être familier avec l'environnement Haïtien.

Commodités /Équipement

Aucun achat d'équipement n'est prévu pour le présent travail.

ANNEXE 3. Echantillon des Questions Utilisées pour l'Enquête

1. Le Corps de la Paix/Haïti voudrait lancer un vaste programme d'éducation et de communication environnementale pour les écoles, les clubs de jeunes, les groupements communautaires, les associations de fermiers, les organisations gouvernementales et non-gouvernementales etc. Au cas où votre groupe serait sélectionné pour encadrer un projet pilote du Corps de la Paix dans le domaine:

1a. Quelle forme ce projet pourrait prendre? (Formlle/Non-formelle ou Informelle) et pourquoi?

1 b. Quels pourraient être votre mission et vos objectifs?

1c. Quels genres de programmes ou d'activités pourraient être considérés par votre projet pour répondre à vos besoins?

1d. Qui ne pourrait pas être intéressé par votre programme ou activités (sexe, âge, profession, niveau d'éducation, lieu d'origine etc..)?

1e. Quelles seraient vos stratégies?

1f. Quels pourraient être vos priorités?

Echantillon des Questions Utilisées pour l'Enquête (suite 1)

1g. Quelles seraient les ressources nécessaires pour réussir votre mission et atteindre vos objectifs?

2. Comment votre programme, vos projets ou vos activités pourraient s'harmoniser avec les autres initiatives du même genre dans votre région?

3. Quelles sont les capacités disponibles dans votre organisation pour enseigner ou vulgariser l'information à propos de l'éducation ou la conservation des ressources naturelles ou d'autres questions environnementales?

4. Quelles sont les barrières qui pourraient vous empêcher d'initier et d'exécuter efficacement un programme d'éducation et de communication environnementale?

4a. Quelles sont vos suggestions pour vaincre ces barrières?

4b. Si tu voulais changer de stratégies, qu'est ce que tu changerais en premier lieu et pourquoi?

Echantillon des Questions Utilisées pour l'Enquête (Suite 2)

5. Quelles sont les potentialités en éducation et communication environnementale pour votre organisation?

6. Pourrait-il y avoir des conflits ou des duplications de projets ou d'activités entre votre programme d'autres organisations ou d'autres institutions qui s'intéressent à l'éducation et la communication environnementale dans votre région?

7. Comment êtes-vous familier avec la mission, les objectifs, les programmes ou les activités menés par le Corps de la Paix-Haïti?

8. Beaucoup de rapports indiquent que les problèmes environnementaux en Haïti sont très alarmants mais que très peu d'efforts sont consentis par des individus, des organisations ou des institutions pour chercher des solutions à ces problèmes:

- 8 a. Pourrait-il être à cause d'un manque de connaissances, de capacités, de motivation, ou une combinaison de plusieurs facteurs?

- 8 b. Comment ressemble votre environnement local comparé à ce qu'il était quand tu étais un jeune enfant?

9. Qu'est ce qui est plus important pour vous, la protection de l'environnement ou la satisfaction de vos besoins essentiels?

10. Y-a-t-il des activités dans la liste suivante qui correspondent à celles de votre organisation ou qui pourraient être considérées dans l'avenir?

- ◆ Education à la conservation des ressources naturelles;
- ◆ Education et Communication Environnementale;
- ◆ Sensibilisation du Public;
- ◆ Collecte de Fonds;
- ◆ Propagande pour la protection et la conservation des ressources Naturelles;
- ◆ Conception, Développement, Evaluation ou Gestion des projets;
- ◆ Autres (Expliquez SVP!)

